



hristNet

Un regard chrétien sur la mondialisation

Analyse, critiques & propositions d'alternatives

Vincent Lechaire, Markus Meury, Béatrice Steiner, Thomas Tichy

Textes rédigés dans le cadre du groupe économique ChristNet (2002-2005)

Rédaction

Vincent Lechaire, Markus Meury, Béatrice Steiner, Thomas Tichy

Relecture

Aurélié Burgat, Sarah Marcoue, Sarah Martinez

Coordination & mise en page

Béatrice Steiner

Impression

Trajets Imprimerie, Genève

Un regard chrétien sur la mondialisation

Analyse, critiques & propositions d'alternatives

Vincent Lechaire, Markus Meury, Béatrice Steiner, Thomas Tichy

Textes rédigés dans le cadre du groupe économique ChristNet (2002-2005)

Sommaire

Avant propos	p. 7
Introduction.....	p. 9
CHAPITRE I : Analyse critique de l'économie néolibérale	
A) Critique théorique	
Anthropologie libérale : une critique biblique	
Par Thomas Tichy	p. 15
Le développement durable : une question à approfondir	
Par Béatrice Steiner.....	p. 22
B) Critique empirique	
Histoire de la globalisation	
Par Thomas Tichy	p. 25
Mondialisation néolibérale : présentation et critique	
Par Vincent Lechaire.....	p. 27
Une critique de l'AGCS	
Par Markus Meury.....	p. 35
La Grande Désillusion : un résumé de l'ouvrage de J. Stiglitz	
Par Markus Meury	p. 41

CHAPITRE II : Etude de cas : la question de l'eau

Mondialisation : l'exemple de la privatisation de l'eau

Par Markus Meuryp. 53

« Ils n'ont pas d'eau ? Donnez leur de la limonade »

Par Markus Meury & Béatrice Steinerp. 63

Privatisation de l'eau : un échec retentissant

Par Markus Meuryp. 66

CHAPITRE III : Quelles alternatives possibles?

« Quand l'ajout d'huile dans les rouages ne suffit pas »

Par Béatrice Steinerp. 71

Alternatives à la mondialisation néolibérales : quelques pistes

Par Vincent Lechairep. 83

Micah Network - A Call from Querétaro

Par Markus Meuryp. 92

Bibliographiep. 97

Avant propos

Officiellement lancé en octobre 2000, Christnet est un forum chrétien visant à apporter une réflexion critique sur des sujets touchant aux domaines du social, de l'économie, de l'environnement, de la culture et du développement. L'objectif de ce forum est de rassembler, de faire discuter et (inter)agir des chrétiens intéressés et préoccupés par des questions d'ordre social et écologique. Quatre forums sont organisés chaque année sur des thèmes très divers tels que l'écologie, la finance, la politique nationale et internationale, le genre, les alternatives économiques.

Outre l'organisation de forums et de conférences, ChristNet comprend plusieurs groupes thématiques dont le groupe économique. Créé en fin 2002, celui-ci est ouvert à toute personne intéressée par des questions économiques. Les membres de ce groupe cherchent à vulgariser des textes et des concepts économiques ainsi qu'à sensibiliser les Eglises et des politiciens à ces questions. Nos rencontres se structurent autour des trois pôles suivants : un pôle spirituel (liens entre questionnement économique et dimension spirituelle), un pôle théorique (déconstruction des présupposés au fondement du système économique néolibéral) et un pôle pratique (organisations de diverses manifestations, lancement d'initiatives, etc.)

Introduction

Et maintenant je vais à toi. Je parle ainsi pendant que je suis encore dans le monde afin qu'ils aient eux-mêmes ma joie, une joie complète. Je leur ai donné ta parole, et le monde les a haïs parce qu'ils n'appartiennent pas au monde, comme moi je n'appartiens pas au monde. Je ne te prie pas de les retirer du monde, mais de les garder du Mauvais. Ils n'appartiennent pas au monde comme moi je n'appartiens pas au monde. Fais qu'ils soient entièrement à toi, par le moyen de la vérité ; ta parole est la vérité.

Jean 17 v. 13-17

« Etre dans le monde mais non du monde » : l'injonction prononcée par Jésus à ses disciples peu avant son départ conserve toute son actualité deux millénaires plus tard. En quoi cette apostrophe nous concerne-t-elle ? Très « plastique », cette double injonction favorise une large interprétation et permet aux différents mouvements politiques et économiques chrétiens d'y ranger leurs différentes conceptions politiques et économiques.

Drogue, sexualité, éclatement familial : dans les milieux évangéliques en particulier, les interprétations morales sont souvent rattachées à ce verset. Le domaine de l'économie est, en revanche, plus souvent passé sous silence. Si morale et économie ne s'opposent pas, nous sommes, en revanche, convaincus que la morale ne constitue qu'une petite partie de cette injonction et que les inquiétudes politiques et économiques faisaient également partie des préoccupations de Jésus. Le nombre de versets consacrés à la question de la pauvreté dans les Evangiles en est d'ailleurs révélateur.

Nous sommes intéressés et préoccupés, dans le groupe économique de ChristNet, par les questions économiques. Epris de justice sociale et indignés par les inégalités croissantes qui traversent notre monde - entre le nord et le sud, bien sûr, mais aussi au sein des sociétés occidentales - nous pensons que nous ne pouvons pas et ne devons pas rester inactifs, les yeux rivés sur nos petits écrans de télévision. Nous sommes appelés en tant que chrétiens à nous engager dans ce domaine, à prendre place sur ce terrain de réflexion et d'actions.

S'engager sur le terrain de l'économie ne va certes pas sans difficulté. Face à l'ampleur des inégalités et des luttes à mener, le risque de se décourager et de baisser les bras est toujours présent. A l'opposé, une activité effrénée peut menacer chacun de nous d'épuisement. Inactivité et suractivité constituent donc les deux risques majeurs d'un tel engagement. Il importe donc - et c'est ce dont nous essayons de nous rappeler lors de chacune des séances du groupe économique - que nous ne soyons pas seuls à mener ce combat. Jésus est à la tête de ce long cheminement et, s'il convient de

se sentir à la fois responsables de nos actes et solidaires de nos prochains, qu'ils soient proches ou éloignés, le poids du monde et de ses souffrances doit rester sur ses épaules et non sur les nôtres.

Alors que les premières années d'existence du groupe économique ont été bien remplies (discussions, rédactions de textes, organisations de forums, lancement d'initiatives, participations à certaines manifestations anti-néolibérales, etc.), il nous a semblé nécessaire d'opérer un petit «arrêt sur image» afin de prendre le temps de rassembler et d'exposer - à travers une publication - les différents textes rédigés au cours de cette première période. L'objectif de cette publication est donc de présenter les réflexions qui ont jalonné nos réunions mais aussi, et surtout, de susciter une réflexion et des commentaires de la part des lecteurs.

Comme aucun des membres du groupe n'est spécialiste en économie, nous avons décidé de nous atteler à la tâche afin de commencer à comprendre la manière dont se structurent et fonctionnent les différentes théories économiques existantes. De nombreuses discussions et débats s'en sont suivis.

Cette publication se divise en trois parties. Le premier chapitre est consacré à une critique à la fois théorique et empirique de l'économie (néo)libérale. Le deuxième chapitre de cette publication fait figure d'étude de cas. L'ensemble des textes qui composent ce chapitre sont consacrés à la libéralisation de l'eau et aux conséquences économiques, sociales et politiques engendrées par cette situation. Enfin, les trois derniers textes tentent modestement d'esquisser quelques pistes à la recherche d'alternatives au système économique dominant dans nos sociétés.

CHAPITRE I :

Analyse critique de l'économie néolibérale

Anthropologie libérale : une critique biblique

PAR THOMAS TICHY

La théorie économique libérale est aujourd'hui dominante dans les descriptions du comportement économique de l'Homme et sert très souvent de référence aux politiques sociales et économiques. Pourtant, cette approche, souvent acceptée par tout le monde, contredit par plusieurs aspects la façon dont l'Homme est décrit dans les textes bibliques. Il faut mettre en évidence ces contradictions et voir que l'Homme décrit par la Bible correspond beaucoup plus à notre réalité qu'une idéologie qui occulte notre état de pécheur, le rôle souverain de Dieu ainsi que l'action du Saint-Esprit dans la vie du chrétien.

J'aimerais tenter de décrire succinctement, à travers ce texte, la manière dont les théories libérales représentent l'être humain. J'interrogerai, en parallèle la Bible et comparerai les deux approches.

Un Homme rationnel qui maximise son profit

Les penseurs libéraux définissent l'humain comme un être rationnel qui tend à maximiser son profit sur le marché. Par la recherche de l'efficacité, il cherche à optimiser le rapport entre les résultats¹ et l'effort² fourni. Son comportement ne serait pas déterminé selon des valeurs définies au préalable mais en fonctions des moyens³ lui permettant une maximisation du profit.

Nous rétorquons tout d'abord à ce postulat d'un homme très rationnel, que d'autres facteurs influencent le comportement économique des acteurs : valeurs socioculturelles, goûts personnels, etc. La Bible s'étend également davantage sur le sujet : son être humain est plus complexe et réel qu'un homo oeconomicus simpliste et uniforme. L'Homme est pécheur et on retrouve en lui des tendances contradictoires comme dans le mythe de l'attelage de Platon, où s'affrontent deux volontés contradictoires de tantôt faire le bien tantôt le mal. C'est ce que la Bible nomme lutte entre chair et

¹ Ou les gains recherchés.

² Ou le coût attribué.

³ Raison instrumentale appelée aussi « Zweckrationalität » chez Max Weber.

esprit⁴. L'Homme doit combattre la chair et la déposer au pied de la Croix chaque jour. Il lui faut ainsi reconnaître ses erreurs et se repentir, attitude qui n'est absolument pas mentionnée par l'anthropologie néolibérale. En d'autres termes, nous sommes appelés à rester prudents et autocritiques. En tant que chrétiens régénérés⁵ par l'Esprit Saint, nos priorités spirituelles doivent primer sur le matérialisme de la chair. L'anthropologie libérale est donc trop simpliste - mono causale - voire utopique, puisqu'elle ne prend pas en compte les dysfonctionnements et transgressions du comportement humain. Elle donne également une vision très pessimiste de l'Homme, car sa motivation principale est de faire du profit sans s'occuper du reste. L'Homme est certes pécheur et égoïste, mais cela ne l'empêche nullement de favoriser des œuvres caritatives ou de vouloir, par exemple, devenir moine ou de rechercher des vocations à but non lucratif (infirmier, assistant social, pasteur, syndicaliste, etc.). Cela devient encore plus dangereux quand certains auteurs comme Friedmann affirment que maximiser son profit devient une morale en soi. Cela montre bien que la théorie néolibérale a des prétentions plus que scientifiques, puisque nous entrons dans le domaine de l'éthique et de la théologie. En essayant d'étendre cela à tous les domaines, cela ressemble à une volonté de domination totalitaire. D'ailleurs, on peut se demander comment il est possible d'appliquer cette idée à la fonction publique. Aimierions-nous avoir un Etat où il est moral que les fonctionnaires maximisent leur profit au lieu d'appliquer les lois ?

A cela, j'aimerais encore ajouter que, premièrement, il existe deux conceptions se rapportant à l'idée de profit. Le profit peut être simplement ce qu'il reste lorsque l'on soustrait les dépenses aux recettes et que ce solde est positif, mais il y a également la notion dite de surprofit définie de façon relative aux gains effectués par des acteurs économiques sur un marché. En effet, on dit qu'il y a surprofit quand par exemple une entreprise réalise un profit de plus de 20%, alors qu'il est plutôt courant que celui-ci se situe en dessous des 10%. Deuxièmement, rappelons également que les entrepreneurs n'ont pas toujours cherché uniquement à maximiser leur profit lors de la période industrielle. Certains ont utilisé ces gains à des fins idéologiques et politiques. Les succès notamment de Henry Ford ou de Frederick Winslow Taylor les ont incités à mieux encadrer leurs employés en leur proposant des cours, un logement et «une éducation aux bonnes mœurs»⁶. Ces mesures, motivées par des buts non pécuniaires, s'opposaient bien souvent à une simple idée de maximisation du profit. On perçoit d'ailleurs à travers elles la prise en compte du long terme dans la gestion de l'entreprise.

⁴ Rm. 7: 18. ; Gal. 5: 16-18, Mt. 26: 41.

⁵ Nés de nouveau, Tite 3:5-7. Jn. 3: 3. L'idée de naître de nouveau pourrait se résumer brièvement par le fait de recevoir Dieu dans sa vie par le Saint-Esprit. Cela implique que l'on reçoit une nouvelle identité. On est en Dieu et on ne fonde plus sa vie sur son éducation, son origine sociale, etc. C'est de cette façon qu'on est libéré par Dieu de la domination par le péché.

⁶ Paternalisme.

L'acteur économique ne maximise donc pas simplement son profit, mais y ajoute ses valeurs et représentations idéologiques, ce qui ouvre clairement la voie à une discussion éthique et spirituelle, en particulier en ce qui a trait à la problématique du long terme et de la stabilisation dans le domaine économique. L'homme chrétien devrait donc faire primer les valeurs spirituelles sur le matérialisme et l'égoïsme. Il devrait donc se laisser diriger par l'Esprit Saint et non par ses besoins matériels et faire un choix éthique dans la façon de dépenser son argent.

L'homme seul et autonome

Un deuxième aspect de cette théorie libérale est que l'homme serait seul et indépendant dans la gestion de son existence. Il ne dépendrait donc de personne. Cette idée d'autonomie se retrouve dans la manière dont les libéraux définissent le concept de solidarité. En effet, l'individu dans le besoin serait tout d'abord aidé par sa famille, par ses proches, puis par son village, l'État ne devant intervenir qu'en dernier recours. Nous avons donc à faire à un ensemble d'individus isolés, reliés par un lien social extrêmement ténu, comme si ce lien était jugé secondaire, voire mauvais. Malgré cette idée de solidarité qui peut apparaître comme tout à fait légitime et séduisante pour certains, le message caché de ce discours est en fait un rejet de ce qui est collectif comme par exemple le bien commun ou l'unité de la société. Pourquoi devrait-on définir la société en commençant seulement par l'individu ? Est-il vraiment possible de construire une société en faisant la simple addition d'individus isolés, aux relations réduites et contingentes ? Que fait-on de tous les phénomènes collectifs notoires (mode, construction d'une identité collective où le « je » se définit par rapport au « nous », etc.) ? Cette vision dévoile l'illusion que l'Homme se suffit à lui-même et n'a pas besoin de Dieu. Cela rappelle un peu l'utopie de Nietzsche du « surhomme » orgueilleux et débarrassé aussi de tout « carcan moral ».

En revanche, la Bible, tout en respectant - et défendant - la sphère personnelle de chacun⁷, replace l'homme dans un cadre collectif. L'humain reste, avant tout, en relation avec Dieu⁸ et ses semblables. Le chrétien est appelé à vivre en bons termes au sein de l'Église⁹ qui est le corps de Christ. Celle-ci n'est pas uniforme, mais cohérente et unie par un lien d'amour et de solidarité¹⁰. Dieu n'a donc pas

⁷ Jésus nous exhorte, par exemple, à avoir une relation personnelle avec Dieu. Mt. 6: 5-6.

⁸ Le péché limite, malheureusement, cette relation. Se référer aussi à l'idée d'alliance dans l'Ancien et le Nouveau Testament.

⁹ Ici, il ne s'agit pas de l'Église au sens institutionnel ou organisationnel, mais de « l'Église universelle » qui est simplement l'ensemble des chrétiens libres de s'organiser comme ils l'entendent avec une forte hiérarchie ou pas.

¹⁰ Si un membre du corps souffre, etc. (1 Co. 12). En ce qui concerne la solidarité, il est impossible de ne pas mentionner qu'elle était très développée dans l'Église primitive où les biens étaient gérés en

créé l'Homme pour vivre isolé - et pour glorifier cet état de fait - mais bien au contraire pour être en relation avec Dieu et le reste de l'humanité. Cette perception atomiste¹¹ que soutiennent les libéraux ne correspond donc ni à la réalité sociale ni à une conception biblique.

L'anthropocentrisme libéral

Toujours selon les libéraux, l'Homme serait au centre du monde et souverain sur toute la création. Il déciderait librement et de manière indépendante de son comportement. Il est vrai que Dieu lui a demandé, lors de la Genèse, de nommer¹² les animaux dans le jardin d'Eden et de dominer sur eux¹³. Mais cette domination n'implique pas automatiquement un anthropocentrisme, car la bible demande en retour, une responsabilité face à Dieu. En outre, l'anthropocentrisme libéral ne tient pas compte du péché de l'être humain. La Bible affirme que l'homme est, lui aussi, soumis à des réalités et des limites spirituelles¹⁴, morales et physiques. Cette reconnaissance, qui contribue à limiter sa marge de manœuvre, devrait donc l'inciter à plus d'humilité, notamment en ce qui concerne la façon dont il traite la création.

Contrairement donc à ce que prétendent les libéraux, l'Homme ne se situe pas au centre de la Création. Il pâtit de sa nature pécheresse ; il dépend de son environnement et de ses relations avec autrui. Si ce postulat d'anthropocentrisme paraît, à bien des égards, optimiste et contribue à renforcer la dignité de l'individu, il reflète également l'orgueil humain face à son entourage. Or, la Bible rappelle à ce propos, que l'orgueil précède bien souvent le désastre.¹⁵

commun. Ceci n'a pas forcément une valeur obligatoire et prescriptive, mais montre une autre possibilité pour le comportement humain, que l'égoïsme pur que la vision neo-libérale propose de l'Homme.

¹¹ En rapport avec cela, je sais que certains libéraux me tiendront gré de n'avoir pas mentionné Tocqueville. Cet auteur décrit la société américaine et parle du rôle important joué par les associations de citoyens du début du XIX^e siècle. Je répondrai à cela que tout d'abord tous les libéraux ne sont pas forcément tocquevilliens et que les associations de citoyens (société civile), sont précédées de la prééminence que l'on fait à l'individu. Rien ne garantit nécessairement que celui-ci forme le projet d'aller vers les autres et de s'associer à eux, car il peut très bien choisir une vie plus solitaire et tournée vers lui-même, puisque l'on postule qu'il est libre.

¹² Gn. 2: 19-20 et Rom. 7: 14-19.

¹³ Gn. 1: 26, 28-30.

¹⁴ Gal. 5: 17.

¹⁵ Pr. 16: 18.

L'Homme entièrement responsable de lui-même

Enfin, l'être humain serait tout à fait à même de prendre soin de lui. Ce postulat de responsabilité personnelle est souvent utilisé afin de restreindre les politiques sociales. Celles-ci seraient, toujours selon cette idée, inutiles et rendraient l'individu dépendant de l'Etat. On retrouve à nouveau, derrière cette conception, la description d'un homme seul et idéalisé. La Bible rappelle pourtant que nous subissons notre nature pécheresse¹⁶ qui incite aux comportements irresponsables comme prendre la volant en ayant bu ou fumer en sachant que cela provoque le cancer. Quels beaux exemples de responsabilité de soi-même ! Pour pouvoir y faire face, il nous faut être renouvelés par le Saint-Esprit. Ce concept de responsabilité personnelle est aussi critiquable en ce qu'il laisse entendre qu'aider l'autre - et être aidé par l'autre - serait superflu, ce qui porte un coup dur à la solidarité, ceci d'autant plus que le nouveau testament parle de la vocation de la diaconie dont un des aspects est aussi de s'occuper des faibles de notre société comme les malades, veuves, orphelins¹⁷, etc. Avec cette vision néolibérale, on nous propose au contraire un Homme sauvage, à très court terme et fataliste puisque ce sont les mécanismes de marché qui régissent l'économie, alors qu'il est toujours possible d'infléchir le cours de l'économie par des décisions humaines aussi bien au niveau des lois, de la monnaie que du côté des entreprises.

En considérant de façon plus générale tous les aspects mentionnés ci-dessus, on peut encore remarquer une sorte de «vide intérieur» dans la façon de concevoir l'être humain. En effet celui-ci est décrit comme tellement libre avec un «réduit sacré» intérieur auquel la collectivité, le contexte culturel et d'autres liens n'auraient accès. Comme ceci semble acceptable et légitime, il peut jaillir quasiment n'importe quoi de cette sorte de «boîte noire», ce qui peut être extrêmement dangereux, puisqu'il y n'a pas de limitation morale à cela. Ceci va évidemment contre la réalité, car chaque personne a une histoire et une personnalité propre et est conditionnée par son environnement. Il en découle un autre danger, celui d'une vision très uniforme de l'individu qui rappelle les régimes totalitaires stalinien et hitlérien où l'individu est enfermé dans la masse prolétarienne ou raciale sans distinction. Ici il est plutôt enfermé dans le marché où il agit avec la même rationalité, la même autonomie, responsabilité de soi, etc.

Or, en lisant la Bible, nous pouvons remarquer que l'Homme n'est pas conçu de façon vide et uniforme. Dieu entretient une relation toute particulière avec les êtres humains, chacun d'entre eux étant unique, avec en revanche un souci de justice et d'égalité de traitement puisque «Dieu ne fait

¹⁶ Rom. 7: 14-19.

¹⁷ 1. Tm. 5: 4, Ac. 6: 1.

pas de considération de personnes »¹⁸. La conception biblique est donc plus complexe que la théorie libérale, et ce, malgré les prétentions scientifiques de cette dernière. L'Homme biblique se rapproche bien davantage de la réalité quotidienne puisque ce Livre prend en compte tous les aspects de sa philosophie et de son comportement et met aussi en évidence ses paradoxes et contradictions.

¹⁸ Ex: Col. 3: 25

Développement durable : une question à approfondir¹⁹

PAR BEATRICE STEINER

En posant la question de notre place d'humain au sein de la Création, l'écologie est un sujet gênant qui est souvent peu traité dans les églises évangéliques. Alors que les lois de la thermodynamique ont replacé l'humain à sa juste place d'être mortel qui ne peut que transformer et non créer, l'économie, contrairement à la philosophie, n'a pas intégré ce nouveau paradigme à ses équations. Cette discipline continue de promouvoir, côte à côte, croissance et durabilité sans s'apercevoir que l'emballement de la production/consommation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontée est écologiquement mortifère pour une majeure partie de la population de notre planète et surtout pour l'ensemble des générations à venir. Cet article souhaite ainsi reposer la question du rôle des Chrétiens par rapport à cette problématique éco-écologique.

La tenue, à Johannesburg, du Sommet mondial pour le développement durable est passée quasiment inaperçue dans nos milieux évangéliques. Comme tout ce qui a trait à l'écologie d'ailleurs. Peut-être certains d'entre nous ont-ils un compost ? Plus, il ne faut guère le demander. Nos efforts se situeraient sur d'autres fronts : avortement, drogue, évangélisation, etc. Sans vouloir remettre en question ces « combats », il semble pourtant important de nous arrêter quelques instants sur l'écologie. Les victimes actuelles ou futures du réchauffement de la planète ont-elles moins d'importance à nos yeux - et donc à ceux de Dieu - que notre propre salut ? Et la faune ? Plusieurs versets bibliques nous rappellent que la création est l'œuvre de Dieu (Job 38-39 ; Jonas 4, 10-11). Ne devrions-nous pas y prêter attention ?

« A l'image de Dieu »

L'écologie est un sujet gênant, car elle pose la question de notre place au sein de la création. Depuis la révolution industrielle, les engrais chimiques et les machines à combustion nous ont permis de dépasser, du moins en partie, le rythme « contraignant » de la nature. Les machines ne dorment jamais, pas plus qu'elles ne se plaignent d'exploitation. La croissance économique a explosé comme

¹⁹ Article publié dans le journal Vivre d'octobre 2002 sous le titre: «Le développement durable et nous: une question à approfondir».

jamais auparavant et le verset « Dieu créa les êtres humains comme une image de lui-même » (Ge, 1.27) est devenu un véritable leitmotiv dans notre « Occident chrétien ».

Parallèlement à cette effervescence industrielle, les lois de la thermodynamique ont révolutionné le monde de la physique. Si la première loi nous apprend que « rien ne se perd, rien ne se gagne, tout se transforme », la seconde révèle que « dans un système isolé, le désordre (entropie) ne peut que croître ou demeurer constant ». Ces préceptes ne vont pas sans faire écho au livre de Job. Alors que Dieu évoque sa souveraine maîtrise des événements naturels et du monde animal (38-39), Job s'incline : « Je suis peu de chose. Que puis-je répondre ? Je me mets la main sur la bouche et je me tais » (40, 45) Tout comme pour Job, ces deux lois achèvent de nous rappeler notre petitesse. Bien que les scientifiques soient désormais à même de modifier les gènes d'un grain de blé, ils ne pourront jamais recréer ce même grain de blé ex nihilo. Quant aux ressources naturelles, leur dégradation est irréversible.

Pas touche à la croissance

Contrairement aux philosophes, les économistes sont restés sourds à cette révolution thermodynamique. Comme le déclarait Georges W. Bush il y a quelques semaines : pas question de toucher à la croissance (américaine) ! Pourtant, depuis la révolution industrielle, notre économie repose entièrement sur des matières premières soumises à la dégradation entropique : charbon, pétrole, etc. Une fois qu'un morceau de charbon a brûlé, il n'est plus réutilisable. L'énergie dégagée se dissout dans l'atmosphère. Lorsque ces ressources seront épuisées, nous ne pourrons en créer ex nihilo, pas plus qu'il ne sera possible de « raccommoder » les trous de la couche d'ozone. Malgré ces évidences, les théorèmes économiques restent calqués sur le modèle préindustriel du « moulin à vent » : recherche à tout prix de l'équilibre, réversibilité du temps, non-inscription de la dégradation dans les équations....

Chrétiens, quelle responsabilité ?

Le refus d'inscrire le temps (l'irréversibilité) et la dégradation (la pollution) dans nos équations économiques ne va pas sans nous poser deux questions fondamentales.

Nous sommes exhortés, dans l'Eglise, à nous bénir l'un l'autre. Dans la Bible, la bénédiction n'est pas réservée aux contemporains. Dieu, tout comme Jésus, ne cesse de bénir les générations à venir (Ex 34.7). L'intégration de ces futures générations dans nos « calculs » ne ferait-elle pas partie de notre bénédiction à leur égard ?

Penser ces deux notions - l'irréversibilité et la pollution - ne revient-il pas, tout simplement, à replacer, non pas l'Eglise au milieu du village, mais Dieu au centre de la Création ? En bref, à faire redescendre cet homme - qui ne peut que «transformer et non pas créer» - du piédestal sur lequel il s'est installé ?

Histoire de la Globalisation

PAR THOMAS TICHY

Depuis la fin de la 2^{nde} Guerre mondiale, deux grandes institutions façonnent les règles de la globalisation actuelle. En premier lieu, Le FMI qui s'efforce de maintenir la stabilité des monnaies nationales par rapport au dollar US en tentant d'établir une cohérence mondiale dans ce domaine. Ensuite, vient l'OMC dont le but est de promouvoir le libre-échange entre toutes les nations par une sorte de grand contrat mondial. On met donc un fort accent sur le rôle du marché et la stabilité de la monnaie pour tourner la page avec le protectionnisme et les barrières douanières qui ont soi-disant mené à la 2^{nde} Guerre mondiale.

Aujourd'hui, lorsque l'on parle de globalisation ou de mondialisation dans la presse, on y retrouve le plus souvent les 2 acteurs suivants : l'OMC et le FMI.

Le FMI

Le Fond Monétaire International naît en 1944 des Accords de Bretton Woods (New Hampshire, USA) où l'on veut un nouveau système monétaire international pour l'après Seconde Guerre mondiale. Le FMI a pour but de réguler la valeur des monnaies nationales en accordant par exemple des prêts aux États et interdit des pratiques comme la dévaluation de sa propre monnaie pour mieux exporter ses produits ou pratiquer des taux de change différenciés selon le partenaire d'échange ou le produit échangé, ce qui est arbitraire. Selon cette approche, ce sont ces éléments qui ont renforcé le nationalisme et ont engendré la guerre. Le FMI veut donc interdire toutes ces pratiques. Les Banques nationales des États et les gouvernements doivent donc s'efforcer de garantir la stabilité de leur monnaie nationale face aux autres devises et par rapport à leur réserve d'or ou la valeur du dollar. Pour les aider, le FMI dispose de fonds qu'il peut transférer à un État ayant des difficultés à maintenir la valeur de sa monnaie nationale. Finalement, le FMI fait des rapports évaluant chaque pays où l'on juge si la politique budgétaire, monétaire, l'évolution du PIB et la balance des paiements correspondent aux critères du FMI.

L'OMC

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est créé le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) qui va être signé par de plus en plus de pays dans le monde. En gros, il s'agit de faire un contrat au niveau mondial, renégocié régulièrement, qui stimule les échanges de biens et de services au niveau international. Cette organisation est basée sur un accord général se voulant universel et demandant une extension du libre-échange dans le domaine des échanges internationaux de biens et de services, avec l'abaissement progressif des tarifs et barrières douanières. Notons que ce traité comporte également des possibilités d'exceptions pour que certains États puissent protéger leurs marchés intérieurs (ex : acier aux USA). Comme avec le FMI, le protectionnisme économique est rejeté en affirmant qu'il est à l'origine de la guerre et du nationalisme. L'OMC insiste sur la primauté des mécanismes du marché. On pense que le libre-échange entraîne automatiquement la prospérité générale et qu'il suffit donc d'enlever les barrières douanières et ne pas interférer dans les échanges internationaux. Le pendant à cela est aussi que cette libéralisation pourrait être étendue à tout ce qui est produit échangé, c'est-à-dire non seulement les biens manufacturés, mais aussi les services, voire ce qui est produit par le service public.

Nous pouvons donc dire à travers les deux exemples ci-dessus que les dimensions les plus importantes de la globalisation actuelle sont l'augmentation des échanges économiques et financiers au niveau mondial avec un rôle croissant des multinationales.

Mondialisation néolibérale: présentation et critiques

PAR VINCENT LECHAIRE

La mondialisation : un mot que l'on retrouve sur presque toutes les lèvres, un mot qui fait peur ou que l'on adule, un mot mystérieux et insaisissable, bref un mot qui s'impose et que l'on vient à accepter fatalement. Mais qu'est-ce que cette mondialisation ? Un phénomène économique, une doctrine idéologique ? Quelles sont ses conséquences pour notre monde et pour notre vie ? Peut-on parler d'alternative ? Telles sont quelques-unes des questions posées par l'auteur dans cet article qui procède à un historique du phénomène économique ainsi qu'à une analyse de l'idéologie néolibérale et de ses conséquences.

La mondialisation est avant tout un processus économique qui s'est développé au cours de l'histoire. Mais derrière des mécanismes, il y a une idéologie qui porte aujourd'hui le nom de néolibéralisme et qui engendre des conséquences qui se mondialisent...

Petit historique d'un phénomène économique

De tout temps, l'homme a fait des échanges (troc...). Ceux-ci étaient tout d'abord limités à des communautés. Durant l'Antiquité, des civilisations ont grandi et élargi leur espace d'activité économique (Egyptiens, Babyloniens, Grecs, Romains...) et la monnaie remplaça le troc. Au Moyen Age, les croisades, les conquêtes et les routes du commerce ont élargi l'horizon. A la fin de cette époque, le capitalisme commercial est né avec l'apparition des bourgeois dans les cités-Etats (seigneuries). Cette classe va s'affranchir du pouvoir politique, religieux et des corporations. C'est aussi la période des grandes découvertes du monde (Amérique...). Les marchés sont ouverts. Durant le siècle des lumières et le XIX^e siècle, le capitalisme industriel va naître (révolution industrielle). De nouveaux débouchés vont s'offrir aux Etats nations avec les colonies (matières premières). L'économie est alliée à l'Etat.

Après la Première Guerre mondiale, on voit apparaître les premières multinationales. On assiste ensuite à une crise économique majeure en 1929 avant la Seconde Guerre mondiale. Après le conflit,

on assiste à un redémarrage économique avec le plan Marshall, la rivalité Est-Ouest et la naissance de la société de consommation avec le fordisme. L'économie est régulée par les Etats (cf. Keynes). C'est la période des trente glorieuses avec une forte croissance qui permet la création des principales assurances sociales et de l'Etat providence. Les relations économiques sont devenues internationales (cf. les institutions de Bretton Woods : FMI, OMC, BM). En 1971, le taux de change devient flottant alors qu'il était fixe. Ceci permettra plus de spéculations.

En 1973 et 1977, il y a un blocage avec le choc pétrolier, la saturation des marchés et la dette du Tiers-Monde. Les années 80 relanceront l'économie dite de casino avec le secteur informatique et les activités financières (spéculations à la bourse). La mondialisation, phénomène économique international (ouvertures aux échanges) se met en place dans les années 90 avec la chute du mur de Berlin en 89 (échec du communisme, l'autre modèle économique). Un nouveau capitalisme émerge : le capitalisme financier où l'argent crée de l'argent et se suffit à lui-même, en se distançant du lien avec la production. Nous sommes dès lors dans une économie mondialisée où chaque pays est plus ou moins interdépendant des autres.

Approche de l'idéologie néolibérale

L'Etat providence (Welfare), donc solidaire, des trente glorieuses a subi une crise de confiance dans les années 70 menée par l'idéologie néolibérale. Celle-ci élabore sa critique à un niveau idéologique et par rapport à l'efficacité économique et sociale de cet Etat.

Au niveau idéologique tout d'abord, il faut se préoccuper des devoirs des citoyens autant, sinon plus, que de ses droits. La société doit être avant tout basée sur la responsabilité et la liberté individuelle. Le Welfare est assimilé à l'assistance et est accusé de désintégrer les structures et valeurs familiales (laxisme social et moral), et de tuer l'esprit d'initiative.

Pour le néolibéralisme, il y a un caractère naturel aux inégalités. L'Etat (comme le politique), doit avoir un rôle minimal (garantir la sécurité) et permettre le bon fonctionnement de l'économie sans intervenir (le marché, avec ses forces d'offre et de demande s'équilibre par lui-même comme guidé par une main invisible), ou alors pour renforcer l'économie. L'Etat ne doit pas avoir un rôle social de redistribution (suppression des impôts, pas de taxation sur la fortune, propriété privée protégée par le droit). Dès lors, l'Etat est privé de ses ressources.

Il s'agit de démanteler les services publics en les privatisant car l'Etat a une bureaucratie stérilisante, il est corrompu et inefficace. L'Etat ne doit pas faire de protectionnisme (taxes aux frontières) mais libéraliser les marchés en enlevant pratiquement toute règle à l'économie. Le néolibéralisme met

l'accent sur l'individualisme (il reprend certaines pensées du new age comme la réalisation personnelle et la flexibilité...) au détriment du collectif. Le contexte de vie de l'individu n'est pas pris en considération (héritage culturel, social...), pas plus que le contexte de la société (chômage structurel par exemple). La vision néolibérale s'apparente à la loi de la jungle où le plus fort gagne sans aucune protection pour les perdants au nom du profit. Seule une mini assistance peut être allouée contre n'importe quel travail pour éviter les troubles publics.

Le discours néolibéral est fataliste : on ne peut rien faire contre cette mondialisation que seuls comprennent les experts.

La critique sur l'efficacité économique et sociale de l'Etat providence est la suivante :

?? Tout d'abord, c'est un échec de la lutte contre la pauvreté (alors que celle-ci augmente aujourd'hui).

?? Deuxièmement, l'Etat providence est en crise financière (endettement par rapport aux banques dû au déficit budgétaire) d'où la nécessité de rééquilibrer les budgets en réduisant les dépenses (santé, éducation, social, formation, création d'emploi...) alors que l'on pourrait soit dit en passant augmenter les ressources en taxant le revenu des grosses fortunes par exemple.

?? Troisièmement, l'Etat disfonctionne (sous-entendu : les fonctionnaires sont des incapables, stéréotype qui fonctionne bien au vu des dernières votations), ce qui prouve que la privatisation est logique.

Forts de ces critiques assez faciles, les défenseurs du néolibéralisme ont pris le pouvoir autour de 1980 avec R. Reagan (USA) et M. Thatcher (GB). Cette vision s'est petit à petit imposée au grand bonheur de ceux qui bénéficient d'une telle économie (multinationale, actionnaires...).

A noter encore que l'Etat providence européen (ce qui n'était pas le cas aux USA) ne veut pas donner de l'argent sans rien attendre en retour (même si le risque existe et qu'il y a une très petite minorité de « profiteurs »). La responsabilité est donc prise en compte dans un contexte (ex. : chômage structurel, peu de possibilité de réinsertion, dépressions...). L'individu n'a pas uniquement des droits mais aussi des devoirs (il n'est pas un assisté) à condition qu'il soit capable de réaliser ceux-ci sans renoncer à sa dignité. L'homme est aussi responsable de la solidarité au niveau de la société (et si vous deviez faire une fois recours à cette sécurité ?), il est libre mais pas au détriment de l'autre !

Tout ceci pose la question de qu'est-ce qu'une société juste (sociale) si l'on veut encore vivre ensemble ? Quel avenir voulons-nous pour nous mais aussi pour les générations futures ?

Conséquences de la mondialisation néolibérale

Au niveau de la production

Les entreprises (multinationales) vont rechercher les conditions de production à meilleur marché. Leur mobilité vont leur permettre de s'installer dans des pays (délocalisation) où il y a le moins possible de taxation, d'assurances sociales à payer, de protection des travailleurs (pour un maximum d'heures de travail avec un minimum de salaire), de protection de l'environnement (dépenses pour satisfaire certaines normes) et parfois sans réfléchir aux conséquences sur la santé (agroalimentaire). Toute déréglementation est recherchée.

Au niveau de l'emploi

En Occident où il y a un chômage structurel, il y a des suppressions d'emplois à cause de l'automatisation et de la délocalisation (création d'emplois précaires dans le reste du monde). On va créer des emplois (activités financières, informatique...) mais pas dans les secteurs où ils ont été supprimés. Les entreprises peuvent soit changer de mains d'œuvre ou soit recycler l'ancienne pour qu'elle s'adapte. Les emplois créés seront souvent précaires (temps partiels, salaires et horaires flexibles, travail temporaire, fragilisation des CCT...). Des fusions (pour augmenter le bénéfice des actionnaires) ont aussi lieu, ce qui provoque de nombreux licenciements. Nous voyons bien que c'est la mondialisation néolibérale qui supprime des emplois et non les étrangers comme l'affirme les milieux d'extrême droite qui profitent souvent de ce bouc émissaire pour s'enrichir discrètement grâce à cette mondialisation (M. Blocher, par exemple, est actionnaire majoritaire dans une multinationale et beaucoup de personnes de l'UDC ont des intérêts économiques !). On pourrait se libérer d'une société salariale avec un minimum vital et créer des emplois dans des nouveaux secteurs (environnement, social, culture...). Malheureusement, la politique actuelle ne va pas dans le sens d'un investissement pour la création d'emplois (les banques par exemple préfèrent jouer en bourse car cela rapporte plus !).

Au niveau de la consommation

Le commerce mondial se déroule essentiellement dans trois grandes régions : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie. Il constitue presque un circuit fermé de multinationales qui s'enrichissent entre elles. Le développement Nord-Sud est sacrifié, l'écart avec le Sud s'intensifie (cf. le piège de la dette et les ajustements structurels assassins du FMI, de l'OMC, de la BM, et de l'OCDE).

Le protectionnisme des économies locales et les barrières douanières sont abolis au nom des avantages comparatifs. L'histoire, la culture, l'emploi et le tissu social d'une région sont ébranlés voire rayés. N'oublions pas que le consommateur a un pouvoir sur ses achats (cf. éthique de production au niveau social, écologique, local et sanitaire.)

Au niveau de la monnaie

Il y a une déréglementation du marché des capitaux. L'Etat ne peut ni intervenir, ni taxer, et encore moins contrôler les placements financiers (spéculations). L'argent fait de l'argent (parfois sale) à court terme sans lien avec la production. Un accord secret, inconnu des politiques, (AMI : accord multilatéral sur les investissements) a failli passer sans l'opposition populaire. Celui-ci prévoyait un droit inviolable pour les multinationales que devait défendre la législation des Etats !

Au niveau de l'Etat

La politique keynésienne de l'Etat est en train de mourir. L'Etat est menacé de perdre tout pouvoir face à l'économie. Toutes les règles sont supprimées en faveur de la liberté des capitaux, des biens et services et de la production et cela sans penser au lien social (redistribution), à l'environnement... Qu'est-ce que l'Etat peut donc faire ? (N'oublions pas que l'Etat c'est nous !). L'Etat ne doit-il pas nous protéger et réguler l'économie ? Pour lutter contre cette sorte de mondialisation, les mesures de l'Etat doivent se prendre à un niveau international avec le politique (cf. ONU) qui subit malheureusement une crise de légitimité aujourd'hui (ras le bol d'une langue de bois). Ne doit-on pas renforcer des valeurs remises en question ? (Droits de l'homme...).

En résumé, le néolibéralisme recherche une consommation au prix le plus bas, une production au coût le plus faible et un maximum de rentabilité des capitaux sans penser aux conséquences.

Les limites

Les limites de ce type d'économie sont sociales (remise en cause des compromis sociaux des trente glorieuses), écologiques, sanitaires (cf. les OGM, la vache folle, le non-bio...), culturelles (monoculture américaine), démocratiques (imposition d'une idéologie, d'une religion néolibérale et montée de la répression policière). Enfin, ajoutez à cela l'augmentation des extrémistes avec la perte des repères et le déracinement d'un citoyen du monde qui se sent impuissant.

Conclusion

Et pourtant le monde est là, avec les effets immédiatement visibles de la mise en oeuvre de la grande utopie néolibérale : la misère d'une fraction de plus en plus grande des sociétés les plus avancées économiquement, l'accroissement extraordinaire des différences entre les revenus, la disparition progressive des univers autonomes de production culturelle (cinéma, édition, etc.) par l'imposition intrusive des valeurs commerciales, et surtout la destruction de toutes les instances collectives capables de contrecarrer les effets de la machine infernale. Parmi ces instances, on retrouve l'Etat, dépositaire de toutes les valeurs universelles associées à l'idée de public. Le néolibéralisme se caractérise aussi par l'imposition à tous les niveaux (hautes sphères de l'économie et de l'Etat,

entreprises, etc.) de cette sorte de darwinisme moral qui s'accompagne du culte du winner formé aux mathématiques supérieures et au saut à l'élastique, et qui instaure comme normes de toutes les pratiques, la lutte de tous contre tous et le cynisme.

Avis personnel

Il y a actuellement un véritable danger d'une pensée mondiale unique qui endoctrine au nom du Dieu argent. Il est important que le citoyen soit informé des conséquences d'une telle idéologie sur le monde et sa propre vie, à condition que celui-ci ne soit pas déjà pratiquant convaincu du moi et du « tout, tout de suite ». Il est nécessaire de réagir à un totalitarisme financier sans pitié ni sentiment en repoussant sa doctrine économique fataliste, soi-disant naturelle, alors qu'elle est guidée par des hommes, et soi-disant rationnelle, alors qu'elle appelle à une foi dans le marché et à suivre une utopie.

Dans ce contexte, un contre-pouvoir est nécessaire, d'où l'importance des acteurs altermondialistes. En tant que chrétien, je pense que le néolibéralisme va totalement à l'encontre de mes valeurs et qu'il est important de réagir. L'économie doit être au service de l'homme et non le contraire. L'être humain doit devenir plus responsable de la gestion de ce qui lui a été donné. Le message chrétien refuse tout fatalisme, individualisme, endoctrinement et idolâtrie monétaire. A mon avis, les églises et tous les chrétiens doivent avoir un rôle plus prophétique (critique) et dénoncer ce nouvel opium du peuple coté en bourse.

Je pense qu'il est urgent de s'engager et de collaborer le plus possible avec le mouvement altermondialiste pour mondialiser, à l'aube du troisième millénaire, un royaume de paix, de partage, de justice et d'amour sans tomber dans l'extrémisme, la haine, la violence et la vengeance.

La mondialisation, un monde dans vos mains, mais pour quelle mondialisation ? A vous de choisir...ou de laisser les autres choisir à votre place...

Une critique de l'Accord général sur le commerce et les services

PAR MARKUS MEURY

Le nouvel accord sur la libéralisation du commerce et des services qui est actuellement négocié à l'OMC est critiquable à de multiples niveaux : cet accord accentue le déséquilibre entre le Nord et le Sud, réduit la marge manœuvre politique des Etats et de leurs citoyens. Encore, cet accord est d'autant plus problématique qu'il serait irréversible.

Au cours des négociations actuelles qui se déroulent à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), les pays du monde entier préparent un nouvel accord qui permettrait la libéralisation du commerce ainsi que l'accès des multinationales aux services de l'ensemble des pays. Cet accord, l'AGCS (Accord général sur le commerce et les services), touche au fondement de nos sociétés puisqu'il devrait inclure les différents services publics. Il est cependant critiquable sur de nombreux aspects.

Déséquilibre de pouvoir entre le Nord et le Sud

- ?? Ce sont les pays industrialisés qui décident.
- ?? Les pays du Nord affirment que cet accord est une bonne chose pour les pays en voie de développement. Si tel était réellement le cas, pourquoi les pays du Sud sont-ils réticents à cet accord ? L'AGCS, le Fonds Monétaire et l'Accord Multilatéral sur les Investissements : tous ces accords sont encouragés par les pays du Nord. L'AGCS a d'ailleurs été négocié à huit clos en automne 2002.
- ?? Le rapport 2003 de l'ONU sur le développement humain démontre qu'une libéralisation sans régulation favorise uniquement les pays du Nord. Joseph Stiglitz, l'ancien chef économiste de la Banque Mondiale, fait observer à ce propos que la déréglementation sauvage nuit aux pays en voie de développement. Malgré tout, les pays du Nord font pression sur les pays du Sud pour que ceux-ci déréglementent encore davantage. Les pays du Nord demandent par exemple encore plus de libéralisations dans les domaines financiers et du marché de l'eau, malgré les effets catastrophiques que subissent les pays.

- ?? Derrière les gouvernements nationaux ainsi que les institutions internationales se trouvent les entreprises multinationales qui n'ont de cesse d'entreprendre du lobbying avec les responsables politiques. Selon Stiglitz, le G8 serait l'exécuteur de la volonté des entreprises multinationales.
- ?? Les gouvernements du Nord et les multinationales font du lobbying dans les institutions telles que l'OMC. La plupart des pays du Sud, en revanche, ne disposent pas de ressources suffisantes pour bénéficier de sièges permanents à l'OMC, s'informer correctement, élaborer leurs positions, faire des alliances et avoir une assistance juridique effective.
- ?? Lors de litiges juridiques dus à la violation de règles, là encore ce sont les pays du Sud qui manquent de ressources pour faire respecter leurs droits (p.ex : le cas de la privatisation de l'eau : les pays pauvres n'arrivent pas à faire respecter les contrats aux entreprises).

Ainsi, les pays du Nord se déclarent prêts à respecter leurs engagements concernant l'agriculture et les textiles uniquement à condition que les pays du Sud libéralisent encore davantage leur économie.

- ?? Les intérêts des pays du Sud sont secondaires lors de ces négociations.
- ?? Pourquoi les pays du Sud restent-ils malgré tout engagés ? A cause des deux faces de cet engagement : d'une part, les promesses²⁰ faites par les pays du Nord et d'autre part, les pressions²¹ exercées par ceux-ci.

Déficit démocratique

- ?? Les délégations - la Suisse également - négocient sans mandat de leurs parlements et encore moins de la population !
- ?? Les parlementaires et la population n'ont pas accès à des informations précises (positions, offres, demandes)
- ?? Pourtant, une multitude de délégués des multinationales font valoir leurs positions.
- ?? Dans la plupart des pays, il n'existe pas de consultation démocratique concernant la ratification de cet accord. On assiste ainsi à un lavage de cerveau par les gouvernements et par les médias²²

Certains articles de l'accord compromettent le contrôle démocratique des Etats. Certes, les pays sont théoriquement libres de décider quels secteurs de leur économie ils souhaitent ouvrir à la libéralisation. Ils ont, de surcroît, le droit de conserver leur souveraineté sur certains secteurs. Cependant, il importe de rester conscient que :

²⁰ Celles-ci ne sont d'ailleurs jamais tenues : textile, agriculture, aide au développement, accès aux médicaments, etc.

²¹ « si vous n'êtes pas prêts à signer, nos aides seront réduites voire coupées »...

²² N'oublions pas que ceux-ci dépendent de l'économie.

- ?? La pression sera toujours plus forte de la part des pays du Nord sur les pays du Sud, ces derniers étant contraints d'ouvrir encore davantage leur économie. Ceci n'est que le début : les multinationales feront pression aussi longtemps qu'il y aura des marchés fermés ou régulés. A travers l'AGCS et les libertés croissantes que prônent cet accord, les gouvernements du Nord ainsi que les multinationales auront toujours plus de pouvoir et de moyens financiers pour faire passer leur volonté auprès des gouvernements et de l'OMC.
- ?? Dans les secteurs ouverts à la concurrence, cet accord comprend trois principes : l'accès au marché pour tous, aucun privilège juridique en faveur d'un fournisseur indigène, des subventions égales pour tous. Ainsi, des fournisseurs privés pourraient demander que l'Etat ouvre complètement un domaine public à la procédure de soumission ou encore que celui-ci abandonne ses propres activités subventionnées par les impôts (ex : écoles et universités). Celles-ci devraient être directement payées par les utilisateurs. Une bonne formation serait ainsi réservée aux riches. Des subventions culturelles, des chaînes de télévision nationales, une qualité de formation égale pour tous, des universités accessibles à tous : tout cela risquerait de disparaître avec l'AGCS. De même que le soutien par l'Etat des fournisseurs plus sociaux ou écologiques : les autres fournisseurs pourraient, en effet, porter plainte. Il n'existerait donc plus de marge de manœuvre pour mener une politique du développement dirigée.
- ?? Or étonnamment, il sera toujours possible pour un Etat qui veut attirer une multinationale de privilégier un investisseur du Nord. Aucune possibilité de plainte n'est prévue dans ce cas-là.
- ?? Une grande incertitude demeure en ce qui concerne les possibilités de réglementation dans les domaines libéralisés. Dès qu'un concurrent se sent défavorisé par une réglementation, il peut porter plainte à l'OMC. Une incertitude existe en ce qui concerne les articles 31 et 32 de la Déclaration de Doha, le papier de travail des ministres sur l'AGCS : Ces articles semblent interdire les réglementations des services de l'eau, de l'électricité et de l'environnement. Dans le NAFTA (le contrat de libre-échange entre le Canada, les Etats Unis et le Mexique) des articles similaires ont engendré les cas suivants :
- o Le Canada et la Californie ont abrogé des lois interdisant des ingrédients cancérigènes dans l'essence
 - o On a interdit la fermeture d'une décharge de produits toxiques au Mexique
 - o Il y a beaucoup de déréglementation : du fait du NAFTA, les gouvernements n'osent plus même édicter des lois...
 - o Favoriser le commerce équitable n'est plus possible : les concurrents peuvent porter plainte
- ?? Où est d'ailleurs l'UDC qui est toujours en train de lancer une alerte à la démocratie... ?
- ?? Les entreprises reçoivent beaucoup de droits, mais aucune obligation ne leur est imposée. Il existe un décalage de pouvoir très marqué des Etats démocratiques vis-à-vis des entreprises non démocratiques. Dans beaucoup de domaines, les populations n'auront plus rien à dire et ceci dans une période où les entreprises et l'argent gagnent de plus en plus de pouvoir. Donc, au lieu de limiter ce pouvoir et de replacer les entreprises sous le contrôle démocratique, celles-ci

parviennent à instrumentaliser les gouvernements de sorte que ces derniers leur concèdent encore plus de pouvoir...

- ?? Le TRIMs - l'Accord sur les mesures concernant les investissements dans le commerce, déjà en vigueur - interdit aux Etats de contraindre de quelque manière les entreprises étrangères (par exemple de contraindre celles-ci à employer de la main d'œuvre du pays, ou à favoriser les fournisseurs de produits locaux). Des prescriptions de ce style représentaient l'une des clés du succès du développement des pays asiatiques ou sud-américains. Ici il devient une nouvelle fois évident que le but de ces accords n'est nullement le développement mais le profit des multinationales et la conquête de nouveaux marchés.
- ?? Il n'est pas encore certain que ces accords prévalent sur les accords bilatéraux. Si tel était le cas, un problème concernant la loi sur les travailleurs envoyés de l'étranger se posera. En effet, il sera possible pour une entreprise d'amener ses propres travailleurs depuis l'étranger et de les payer au salaire de l'étranger. Ce qui provoquerait une pression massive sur les salaires suisses.
- ?? Plus les libéralisations augmentent, plus les multinationales gagnent du pouvoir. Tout se placera donc sous le pouvoir de Mammon.
- ?? Il n'existe plus d'accès aux besoins fondamentaux. Les multinationales décident et peuvent exclure ceux qu'elles veulent.
- ?? Plus un pays s'ouvre aux investisseurs étrangers, plus celui-ci devient dépendant de leur volonté. Ainsi, on retrouvera le phénomène de l'obéissance anticipée des gouvernements : les gouvernements anticipent les réactions du marché financier et deviennent dociles (p.ex. Brésil), craignant si tel n'est pas le cas d'être punis par le départ des entreprises et/ou par une augmentation des taux d'intérêts, ce qui contribuerait à faire augmenter les dettes de ces Etats.
- ?? Il règne une croyance aveugle en Mammon : on croit et on nous fait croire que si on laisse celui-ci agir librement, tout ce passera bien, et cela malgré les contre-exemples. Ainsi, ceux qui détiennent l'argent développent les théories de justification et poussent plus ou moins consciemment à commencer à adorer les investisseurs.

Caractère irréversible de l'engagement

L'OMC écrit que les pays auraient la possibilité de revenir sur leur signature du contrat ou retirer leurs libéralisations dans certains domaines. Mais en réalité c'est illusoire :

- ?? L'Art. 21 prévoit des dédommagements destinés aux autres pays membres concernés par le contrat. On sait qu'il est impossible aux pays pauvres de dédommager les autres pays (p.ex : les entreprises de l'eau en Bolivie).
- ?? De plus, si un pays aimerait regagner un certain contrôle - par ex. de l'eau - il lui faudrait racheter le réseau. Financièrement, c'est impossible. Il y aurait, de surcroît, des sanctions de la part du FMI.

Exemple de l'AMI

A Cancun en septembre 2003, les pays du Sud ont pour la première fois osé dire «stop». Ils ont décidé de ne pas relancer de nouvelles négociations de l'AMI. L'AGCS constituerait, en cas d'acceptation (ce qui impliquerait l'obligation d'ouvrir tous les domaines et une liberté accrue pour les entreprises), une situation analogue à celle de l'AMI et du NAFTA.

« La Grande Désillusion » : un résumé de l'ouvrage de J. Stiglitz

PAR MARKUS MEURY

Joseph Stiglitz a été conseiller économique de Bill Clinton entre 1992 et 1997 puis directeur économique de la banque mondiale entre 1997 et 2000. Cet économiste a donc une bonne vision - de l'intérieur - du monde financier. Il démontre soigneusement, dans son livre «La grande désillusion », comment la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) fonctionnent. Il analyse leur politique et traite en profondeur des crises économiques asiatique (1997) et russe. Stiglitz constate que le Fonds Monétaire International en particulier agit uniquement en fonction des revendications et intérêts des investisseurs des multinationales. Il y aurait ainsi une sorte de dictature des marchés financiers internationaux, dictature dont sont victimes particulièrement les pays en crise. Le FMI leur impose, en effet, à cette occasion, des structures néolibérales qui achèvent de plonger ces pays plus profondément dans la crise... Stiglitz, en comparant la situation des pays qui ont ou qui n'ont pas appliqué les recettes de cette institution constate que ces derniers se portent beaucoup mieux, et cela à tous les niveaux. Si cet économiste reste favorable au commerce global, celui-ci explique qu'il faut élaborer des règles globales et démocratiques avec des Etats forts afin que les pays puissent s'ouvrir soigneusement au marché global et ne se livrent pas, d'un coup et sans précaution, aux spéculateurs financiers.

Introduction

Joseph Stiglitz a été conseiller économique de Bill Clinton entre 1992 et 1997 puis directeur économique de la Banque Mondiale entre 1997 et 2000. Cet économiste s'est retiré de cette institution en 2000, les décisions politiques émises par sa direction allant constamment à l'encontre de ses conseils. Stiglitz a donc vu de l'intérieur le monde financier, particulièrement la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI). Après son retrait de la Banque Mondiale, il est devenu professeur à l'Université de Columbia (New York) et il a publié La grande désillusion. Cet ouvrage explique avec force détails le fonctionnement des institutions de Bretton Woods et à quel point celles-ci représentent les intérêts des marchés financiers.

La BM et le FMI ont été créés en 1944 à Bretton Woods (USA) par les alliés occidentaux afin de gérer au mieux les crises économiques, à l'image de celle vécue dans les années 30. La Banque Mondiale a

pour tâche d'accorder des crédits à faible intérêt afin d'aider la reconstruction des pays dévastés par la guerre ainsi que de promouvoir leur développement. On retrouve ici l'origine du « Plan Marshall ». Le FMI, quant à lui, a pour fonction de venir au secours des banques nationales des pays en situation de crise financière, en leur accordant des crédits transitoires. Aujourd'hui, le FMI dicte aux pays en situation de dépendance non seulement les conditions liées à l'octroi des crédits mais également l'ensemble de leur politique économique. Au sein de ces deux institutions, les pays « donateurs » ont tout pouvoir de décision. Parmi eux, les Etats-Unis ont quasiment un droit de veto. Stiglitz explique ainsi que le ministre américain des finances est, en fait, le véritable détenteur du pouvoir dans ces institutions, toutes deux d'ailleurs localisées à ... Washington!

Critiques

Soyons clairs : Stiglitz n'est pas opposé à la mondialisation. Il prône le libre-échange, estimant que ce système peut être bénéfique pour tous. Cet économiste précise néanmoins qu'un bon cadre régulateur est nécessaire afin que tous - en particulier les pays et les personnes pauvres - puissent en profiter. C'est justement sur ce point que Stiglitz critique la politique mise en œuvre par la BM et le FMI : selon lui, ces institutions (et le FMI encore plus que la BM) prônent un capitalisme sauvage et dogmatique.

Stiglitz reproche à ces deux institutions un dogmatisme aveugle : selon ses dirigeants, l'ensemble des variables caractérisant l'Etat seraient forcément mauvaises. Au contraire, l'ensemble des variables caractérisant l'économie privée seraient forcément bonnes. La privatisation rapide constitue ainsi un des buts premiers de la BM et du FMI. Le « Washington Consensus » de 1990, qui oriente l'ensemble de la politique menée par ces deux institutions, repose sur quatre piliers :

- ?? La libéralisation du commerce, l'ouverture des marchés aux investisseurs étrangers
- ?? La privatisation des entreprises et des services de l'Etat, la libéralisation des lois
- ?? L'austérité fiscale
- ?? La lutte contre l'inflation

Le but du FMI consiste, en premier lieu, à libéraliser rapidement les marchés et le commerce. Le FMI a, par conséquent, contraint les pays - particulièrement les Etats en crise qui ont besoin de crédits - à libéraliser immédiatement et à tout prix leurs marchés financiers. Selon Stiglitz, cette situation déstabilise financièrement ces pays: en effet, si chaque investisseur étranger peut investir et retirer son argent à tout moment, des vagues spéculatives achèvent de plonger ces pays dans des crises répétées. De nombreux exemples parsèment cet ouvrage. Les pays succombant à une nouvelle crise se retrouvent alors dépendants du secours financier du FMI qui dictera, à son tour, de nouvelles politiques de libéralisation et de privatisation.

Stiglitz dénonce cette politique de libéralisation rapide qui ne se soucie pas des conditions et des préparations nécessaires à celle-ci. Avant de soumettre une économie nationale au marché global, il est impératif que l'économie locale soit en mesure de concurrencer les distributeurs internationaux. Un certain état de développement de l'économie locale - et surtout un taux d'intérêts qui permette aux producteurs locaux d'emprunter de l'argent afin de l'investir dans le processus de modernisation de leur entreprise - est nécessaire. Les pays asiatiques qui ont connu un succès économique avaient précisément, avant de s'ouvrir à la concurrence internationale, protégé leur économie et cela jusqu'à ce qu'elle devienne concurrentielle. Avant de s'ouvrir au marché international et donc aux chamboulements qui accompagnent cette ouverture, un filet social doit être tissé afin de protéger les personnes susceptibles de perdre leur travail. Sans cela, les dégâts sociaux occasionnés par cette ouverture coûteront beaucoup plus cher à tout le monde. Malheureusement le FMI accompagne ces libéralisations d'une politique d'austérité, d'une part (l'Etat se voit contraint de couper le filet social et protecteur) et d'autre part, d'une politique anti-inflationniste (en augmentant les taux d'intérêts). Ce qui a pour conséquence de détruire les PME locales et d'ouvrir la voie aux multinationales...

Avant de privatiser, il est également nécessaire que le marché local soit prêt à reprendre les activités de l'Etat, sans quoi les monopoles privés et incontrôlables (des investisseurs étrangers) domineront en lieu et place des monopoles publics, ou alors plus rien ne fonctionnera, à l'image de la situation que connaissent beaucoup de pays africains. Le FMI s'oppose à toute intervention étatique de redistribution des richesses. Au contraire, il contraint les pays à privatiser leur service public. La santé et l'éducation deviennent par conséquent des services payants, souvent trop chers pour la population. Paradoxalement, le FMI prétend ainsi aider à la création de bien-être... tout en enlevant le bien-être! Le « Washington Consensus » mise sur le « trickle down effect » : cette théorie prétend que la croissance économique profitera un beau jour aux plus pauvres, après une période nécessaire de souffrance... Stiglitz démontre que s'il n'y a pas l'assurance de l'éducation et des services de santé ni d'autres mesures de redistribution, le peuple ne profitera pas de la croissance. Cet économiste mentionne, entre autres, l'exemple de l'Indonésie, pays que la politique d'austérité imposée par le FMI a contraint à abandonner les subventions à la nourriture. Cette mesure a provoqué des protestations qui ont encore davantage déstabilisé le pays.

Selon Stiglitz, le FMI et la Banque Mondiale se comportent de façon totalement dictatoriale. Ils ne laissent presque aucun choix aux pays en crise puisque, en cas de non soumission aux exigences du FMI, cette institution n'accorde plus de crédits et leur distribue des «mauvaises notes » : ces pays doivent ainsi payer davantage d'intérêts, en échange de l'argent emprunté sur le marché financier. Peu d'Etats ont ainsi résisté aux obligations imposées par le FMI, alors que ce sont pourtant ceux-ci, explique Stiglitz, qui se portent actuellement le mieux.

Il n'y a point de discussion possible sur la politique économique, au sein de ces deux institutions. Leurs leaders expliquent, en effet, qu'une discussion ouverte achèverait de perturber les pays dépendants... Le FMI et la BM se comportent de façon totalement dogmatique et écartent toute

critique interne. Lorsque la BM - à l'époque où Stiglitz en était le directeur économique - a commencé à adopter une politique quelque peu différente, le FMI a essayé, à son tour, d'imposer, derrière le dos de la Banque Mondiale, sa politique dogmatique et cela avec le soutien du ministre financier américain. Ministre qui n'a alors plus soumis les décisions importantes au Président Clinton, de peur que celui-ci ne s'oppose aux plans du FMI.

Stiglitz parle également des relations de pouvoir. Les marchés financiers de même que le ministère financier américain influencent directement le FMI, notamment à travers leurs politiques de lobbying. Cet économiste dénonce également les politiques des gouvernements des pays riches, particulièrement les membres du G7, qui se laissent entraîner par les intérêts de leurs multinationales (celles-ci leur rapportent de l'argent) ainsi que par leur ministre des finances. Stiglitz estime d'ailleurs que le FMI et la BM sont les exécutants directs des intérêts du G7. En effet, ce sont ces pays - sans oublier le droit de veto des Etats Unis - qui élisent les directeurs de ces deux institutions, ceux-ci ayant une idéologie qui leur convient, à savoir une idéologie néolibérale confirmée... Stiglitz résume que le FMI et la BM, qui ont instauré une quasi-dictature sur les pays dépendants, sont soumis à la dictature des marchés financiers internationaux.

Ainsi, la plus grande préoccupation du FMI et de la BM est liée aux intérêts des investisseurs des marchés financiers et des entreprises multinationales. Comme on pourra le voir dans les exemples cités postérieurement, la quasi-totalité des interventions de même que l'ensemble des politiques économiques menées par ces deux institutions ont pour principe premier « d'établir la confiance des investisseurs », à savoir que, en temps de crise, ceux-ci ne perdent pas d'argent.

Une telle politique qui est menée en faveur des intérêts des pays riches et qui selon Stiglitz va à l'encontre de tout savoir économique, n'est pas sans conséquences. Stiglitz cite de nombreux exemples, dont les crises asiatique (1997) et russe (1998). Cet auteur dénonce particulièrement l'ouverture forcée et rapide des marchés financiers. Cette ouverture, en attirant de grosses sommes d'argent (spéculation), a fortement déstabilisé les Etats.

La crise asiatique de 1997

Le FMI a toujours refusé, avant cette crise, d'étudier le modèle économique asiatique, celui-ci allant, en effet, complètement à l'encontre de l'idéologie de cette institution. Cette dernière a également empêché ces pays de créer un fonds monétaire qui leur aurait permis de diminuer leur dépendance vis-à-vis du FMI. Le FMI a, malgré tout, réussi à pousser la plupart des pays asiatiques à ouvrir leur marché financier aux investisseurs étrangers, et cela même si ces pays n'avaient nullement besoin de cet argent (leur taux d'épargne étant traditionnellement très haut). Cette ouverture a déstabilisé ces pays et fut à l'origine de la crise de 1997. Une fois atteint ce degré d'instabilité, les rumeurs

concernant la crise économique pouvaient aisément devenir des « self-fulfilling prophecies » (prophéties qui s'exaucent) puisque le marché financier est fondé sur des croyances et non sur des faits. Lorsque les rumeurs se répandent assez rapidement, les investisseurs commencent à retirer leur argent. Ce qui provoque alors, si les investisseurs sont libres de retirer cet argent n'importe quand, une spirale descendante. Cela a été le cas pour la Thaïlande en juillet 1997 et cette situation de crise a créé une réaction en chaîne dans les autres pays. Le FMI a influencé les rumeurs et la réaction du marché financier international : cette institution n'a cessé d'évoquer les problèmes structurels des pays asiatiques, dénonçant les structures qui s'opposaient au « Washington Consensus ».

La réaction du FMI, soucieux de protéger les investisseurs étrangers, a été profondément destructrice pour ces pays.

?? La peur de l'inflation - et donc de la dévaluation des biens des investisseurs étrangers - a poussé le FMI à dicter aux pays en crise une politique d'augmentation massive des taux d'intérêts. Cette politique a contribué à réduire la consommation et l'investissement des habitants de ces pays. L'inflation s'ensuivit alors. En diminuant les possibilités de demande, cette politique a aggravé la crise : en effet, si plus personne n'achète ou n'investit, l'économie tombe en dépression.

?? Cette augmentation du taux d'intérêt a conduit de nombreuses entreprises asiatiques à la faillite. Beaucoup de savoir-faire a été perdu.

Parallèlement à cela, le FMI a contraint les pays en crise à l'austérité fiscale, à savoir à une réduction de la demande étatique sur le marché - en lieu et place d'investissements anticycliques - et donc à la destruction de la sécurité sociale. Cette mesure a provoqué d'énormes tensions sociales. Les crédits d'urgence accordés par le FMI ont uniquement permis aux pays en crise - dans l'incapacité de payer les intérêts de leurs dettes et de rendre les crédits aux investisseurs - de payer leurs dettes aux investisseurs étrangers. Ce sont des «bails-out» (crédits de sécurité) pour que les investisseurs ne perdent pas leur argent. Les pays doivent obéir aux exigences émises par le FMI afin de recevoir ces crédits de survie. Ces crédits se sont ainsi transformés en nouvelles dettes envers le FMI. Les crédits accordés par cette institution ne servent pas à réduire la misère que connaissent les populations de ces pays en crise, bien au contraire puisque la politique d'austérité dictée par le FMI s'accompagne de nombreuses réductions de subventions, notamment sur les biens alimentaires.

En comparant les différents pays d'Asie, Stiglitz constate que les Etats qui n'ont pas ouvert leur marché financier (la Chine, la Malaisie) ou qui ont résisté jusqu'à un certain point au FMI (Corée du Sud) se portent actuellement beaucoup mieux aujourd'hui que les autres, surtout l'Indonésie et les Philippines. Le cas de la Chine et de la Malaisie contredisent, en particulier, les affirmations des économistes du FMI selon lesquelles un pays verrait ses investissements décroître lors d'un contrôle trop important de son marché financier. Selon Stiglitz, la Chine représente un succès à long terme d'une ouverture économique contrôlée - exigences pourtant contraires à celles émises par le FMI - et cela à tous les niveaux.

Le cas de la Russie

Suite aux changements politiques de la fin des années 80, le gouvernement russe a convié les économistes néolibéraux de Chicago afin qu'ils aident le pays à passer d'une économie communiste à un système de marché. La libéralisation des prix constituait un des premiers paliers à franchir. Or, sans un marché «en bon état de marche», cette mesure n'est créatrice que d'hyperinflation. Les « Chicago Boys » avaient aveuglément cru que le libre-marché se créerait de lui-même, constamment et partout, quelle que soit la culture. Mais les structures et les mentalités russes n'étaient pas du tout prêtes à cette ouverture. La banque centrale russe a augmenté les taux d'intérêt. Cette mesure aurait dû contribuer à diminuer l'inflation et donc, selon les théories du FMI, à attirer des investisseurs étrangers. Ces taux d'intérêt n'ont pourtant pas permis aux entrepreneurs russes de créer des entreprises. Par conséquent, le libre-marché n'a pas été créé. Le FMI n'a pas pris la peine de s'occuper du cadre légal nécessaire à la création d'une économie de marché. Les investisseurs étrangers n'ont, quant à eux, pas investi du tout dans la production. La libéralisation du marché financier a finalement eu pour conséquence d'augmenter l'exportation - et non l'importation - de capitaux. C'est pourquoi une partie importante de la classe moyenne a quitté le pays.

Parallèlement à cela, l'Etat a coupé dans les budgets de la sécurité sociale, de l'éducation et de la santé. Actuellement, l'espérance de vie des Russes a diminué de 3 ans - par rapport à 1990 - et le PIB a baissé de 50 %. Malgré ces effets négatifs, le FMI loue la Russie, argumentant que le nombre important de voitures de luxe circulant dans ce pays représenterait un bon signe de croissance. Le FMI a également vanté le mérite des privatisations. Pourtant, sans le cadre légal nécessaire, l'argent obtenu lors de la vente des entreprises s'est envolé dans les poches des proches de Eltsine... Et les crédits du FMI ont permis de maintenir le rouble à un niveau plus haut qu'il ne valait en réalité, cela afin de permettre aux investisseurs étrangers de ne pas perdre de l'argent. Aux dires de Stiglitz, cette surévaluation a été à l'origine de la crise de 1998. Les produits russes étaient en effet trop chers pour être exportés et les importations occidentales trop bon marché. Par conséquent, la concurrence indigène n'a pas pu survivre, d'où l'entrée en crise de ce pays. La réaction du FMI fut de soutenir l'Etat russe afin qu'il puisse s'acquitter du paiement de ses dettes et soutenir la valeur du rouble. La crise s'est encore aggravée, en particulier du fait que la quasi-totalité de l'argent crédité par le FMI a réapparu, quelques jours plus tard, sur des comptes privés à l'étranger...

Conclusion et revendications

La politique du FMI et de la Banque Mondiale, erronée et brutale, n'émane pas d'une conspiration active, mais davantage des intérêts des acteurs économiques - ces acteurs ayant le pouvoir de faire

prévaloir leurs arguments - et de l'idéologie qui se développe en conséquence. Stiglitz affirme que les leaders de ces deux institutions croient réellement au bien-fondé de leurs politiques.

Selon cet économiste, la solution réside avant tout dans le processus de démocratisation des institutions:

- ?? Les activités des gouvernements et de leur ministre des finances doivent être transparentes. Les gouvernements doivent rendre compte aux populations des résultats de leurs politiques économiques extérieures.
- ?? Le FMI et la Banque Mondiale doivent être démocratisés. Les pays dépendants doivent avoir voix au chapitre lors des prises de décision. Cette réalité implique que les dirigeants de ces institutions changent de mentalité : un changement de croyances - en l'infaillibilité, en la justesse de la dogmatique économique ainsi qu'en la supériorité de la pensée économique des pays occidentaux - doit être opéré. « L'esprit colonisateur » devra donc être abandonné.
- ?? Le FMI ne devrait pas exiger des mesures politiques concrètes de la part des pays qui ont besoin de crédits mais plutôt instaurer un « système de sélectivité », à savoir que les Etats qui remportent le plus de succès recevraient davantage de crédits, ou devraient alors payer moins d'intérêt.
- ?? Afin de permettre plus de démocratie et de transparence de la part du FMI et de la BM, ces deux institutions doivent rendre compte publiquement de leurs politiques.
- ?? Il est nécessaire de promouvoir une véritable démocratisation de l'OMC, institution au sein de laquelle les pays pauvres n'ont pas les moyens de se faire entendre. La démocratie passe souvent par la mise à disposition pour ces pays de moyens d'information et de lobbying.

CHAPITRE II :

Etude de cas : la question de l'eau

Mondialisation : l'exemple de la privatisation de l'eau

PAR MARKUS MEURY

Alors que l'eau constitue la source principale de vie, les pays occidentaux s'approprient, par le biais des mesures de privatisation, la source de vie des pays les plus pauvres. Acculés par leurs dettes, ces pays n'ont pas d'autres choix d'obéir aux diktats formulés par le FMI et la banque mondiale. Pourtant, malgré les promesses de ces institutions, ces politiques de privatisation de l'eau ne sont pas bénéfiques aux plus grand nombre : augmentation des prix, dégradation des infrastructures, etc. Alors que les couches les plus pauvres de la population n'ont plus, faute de moyens financiers, accès à l'eau potable, les maladies se diffusent et font des millions de victimes.

Le site Internet de la Banque Mondiale²³ et du Fonds Monétaire International²⁴ (FMI) ainsi que leurs discours publics ne cessent d'affirmer que leur première - et seule - préoccupation est de réduire la pauvreté. Pourtant, les moyens utilisés achèvent, justement, de plonger les pauvres dans la misère²⁵. Comment est-ce possible? Je peux m'imaginer que les dirigeants de la Banque Mondiale et du FMI souhaitent réellement faire du bien, qu'ils pensent que le néolibéralisme est une bonne politique économique.

Les pays occidentaux - surtout les Etats-Unis qui ont le droit de veto - n'élisent que des néolibéraux. Une fois arrivés à ces postes clés, ces cadres subissent la pression des intérêts occidentaux et des multinationales qui ont leurs propres perspectives. Il serait ainsi inimaginable que la Banque Mondiale conçoive une politique qui s'opposerait aux intérêts des pays donateurs et de leurs multinationales. Et qui plus est, il est beaucoup plus plaisant d'imaginer qu'une politique qui ne coûte rien - et dont nous profitons également - résoudrait les problèmes de pauvreté dans le monde.

²³ La Banque Mondiale organise ou donne des crédits aux pays en voie de développement (en commençant avec la reconstruction de l'Europe après la deuxième guerre mondiale)

²⁴ Le FMI est l'institution sœur de la Banque Mondiale. Elle est censée gérer des crises financières dans lesquelles les pays débiteurs se peuvent trouver.

²⁵ L'ancien chef économiste de la Banque Mondiale, Joseph Stiglitz soutient cette thèse dans son nouveau livre «La Grande Désillusion». Stiglitz s'est retiré de la Banque Mondiale en 2000 car il n'était plus prêt à soutenir la politique de la banque. Aujourd'hui, il est professeur à l'Université de Harvard.

Derrière ces fausses idéologies se cache un péché : le peu de volonté de partager, l'angoisse de ne pas disposer soi-même de suffisamment de choses. Ce péché en engendre d'autres. La mort et les guerres sont quelques-unes de ses conséquences. Les représentants de ces institutions affirment que les critiques anti-mondialisation sont fondées sur des peurs. L'exemple de l'eau nous démontre cependant que ces critiques sont bien fondées. La privatisation illustre parfaitement les reproches faits à la mondialisation :

- ?? Prédominance de l'idéologie sur la réalité au sein de la Banque Mondiale
- ?? Intérêts des pays occidentaux
- ?? Conséquences dévastatrices etc.

L'eau représente un symbole: la source principale de vie. Avec la privatisation, les pays occidentaux s'approprient la source de vie des pays les plus pauvres du monde. Les pays du Sud seront obligés de nous acheter leur propre eau, et cela à des prix conséquents. Des millions d'humains seront exclus de l'accès à cet élément vital simplement parce qu'ils n'en auront pas les moyens. Nous sentons-nous autant concernés par les millions de morts, provoqués en partie par notre faute, que par les millions d'avortements ?

La théorie économique

La théorie néolibérale affirme que d'une part, la concurrence incite les entreprises à fournir les meilleurs services aux prix les plus bas, et d'autre part, que les monopoles entraînent l'inefficacité économique et des prix abusifs. En ce qui concerne la privatisation des services publics, il importe de différencier les secteurs avec concurrence et les secteurs sans concurrence. L'eau constitue typiquement un secteur sans concurrence. On ne pourra plus choisir son fournisseur.

De surcroît, ce monopole n'est même pas substituable : tout le monde a besoin d'eau, et dépend donc complètement du fournisseur. Lors de la privatisation, le fournisseur peut aisément augmenter les prix, sans pour autant fournir de meilleures prestations. Et, sans législation adéquate - ce qui est la règle lorsque le FMI contraint les pays du tiers-monde à privatiser - rien n'incite les entreprises à approvisionner tout le monde. Si certains services ne sont pas rentables, ils seront supprimés. Les entreprises privées n'ont pas l'obligation d'améliorer l'accès pour les plus pauvres. Ils fournissent là où la rentabilité et le pouvoir d'achat sont les plus favorables. A savoir chez les riches ! Le système privé est donc complètement inadapté au problème.

Echec idéologique des multinationales

Dans les pays occidentaux, beaucoup d'exemples démontrent l'échec de cette politique. Je ne connais pas d'exemple où la relation prix/prestation se serait améliorée : ni en France, ni en Angleterre, ni aux Etats Unis. D'ailleurs, les contre-exemples foisonnent. A Londres, le fournisseur ne renouvelle qu'un millième du réseau chaque année. Il épargne ainsi beaucoup, et d'énormes gains sont redistribués aux propriétaires de l'entreprise. Ce système ne fonctionne qu'un certain temps. L'Etat sera obligé par la suite de reprendre le réseau et de le rénover à ses frais. Il en fut ainsi pour les chemins de fer anglais, BritRail. A New York, le secteur de l'eau a été ré-étatisé. La gestion privée ne fonctionnait pas.

La privatisation de l'eau est donc purement et simplement fondée sur les idéologies économiques des multinationales (Vivendi, Ondeo (Suez-Lyonnaise), RWE/Thames et SAUR (Bouygues), qui considèrent par exemple que tout ce qu'entreprend l'Etat serait forcément mauvais.

La privatisation de l'eau dans les pays pauvres

Malgré ces évidences, flagrantes même dans la théorie économique, la Banque Mondiale contraint de nombreux pays du Tiers Monde à privatiser leurs ressources en eau. Les pays qui sont en crise économique ou souhaitent contracter un nouvel emprunt doivent se soumettre aux conditions du FMI

et, par conséquent, de la Banque Mondiale : ils vont devoir privatiser afin d'attirer des investisseurs qui feront marcher l'économie et augmenter son efficacité. Les Philippines, l'Indonésie, le Viêt-nam, l'Inde, le Yémen, le Sénégal, le Niger, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya, le Mozambique, l'Afrique du Sud, le Honduras, l'Equateur, la Bolivie, l'Argentine notamment ont du céder une partie ou la totalité de leur eau aux investisseurs privés²⁶. Beaucoup d'entre eux font partie des pays les plus pauvres du monde. Ils sont esclaves de leur dette. Dette qui est, du fait du paiement des intérêts, déjà largement remboursée. Au lieu d'annuler leur dette, les pays industrialisés utilisent celle-ci comme moyen de pression au service de leurs propres intérêts. Même si ces pays disposaient un jour de suffisamment d'argent, les accords du GATS (General Agreement on Trade in Services) rendraient impossibles la ré-étatisation de l'eau. Ce serait la prise de pouvoir par les multinationales.

Dans les nouvelles séries de négociations de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), où les gouvernements négocient la libéralisation du commerce mondial, les pays se verraient même interdits de faire des recommandations aux entreprises concernant le prix de l'eau ou les mesures de protection de l'environnement. L'opinion publique et les organes démocratiques n'ont donc plus leur mot à dire au sujet des biens élémentaires et ne peuvent que se soumettre. Le monopole de la puissance appartient aux entreprises multinationales.

²⁶ www.bicusa.org et Revue Global+ de Swisscoalition

Quelques exemples

Buenos Aires²⁷ : Le prix a augmenté de 20 % et les services n'ont pas été améliorés. Malgré l'obligation contractuelle, les quartiers pauvres n'ont été connectés au réseau uniquement par le travail volontaire des habitants, et les stations d'épuration n'ont été construites nulle part. Ainsi, l'Etat supporte le coût des dommages... Et dire que la Banque Mondiale cite ce cas en exemple !

Le Ghana²⁸ : La Banque Mondiale et le FMI veulent obliger le Ghana à privatiser ses fournisseurs d'eau nationaux (ceux qui sont rentables). La privatisation n'a pas été possible dans les provinces. L'Etat ne peut donc plus subventionner l'approvisionnement des zones rurales grâce aux recettes des villes. Résultat : les profits vont aux entreprises privées, et l'Etat est déficitaire. Tôt ou tard, l'Etat se verra contraint de réduire à nouveau ses dépenses... Ou alors l'Etat « décentralise » le fournisseur d'eau qui n'a pas pu être privatisé. Dans ce cas, ce sont souvent les communes les plus pauvres qui doivent financer leurs propres infrastructures, à des coûts dépassant souvent leur budget. La Banque Mondiale exige que les coûts soient entièrement pris en charge et contraint le Ghana à une première augmentation du prix de l'eau de 95% en 2001. Une tragédie pour un pays où 50 % de la population vit avec moins de 1 dollar par jour. De plus, le contrat de privatisation déjà présenté n'exige pas le moindre investissement de la part des entrepreneurs privés dans le réseau d'eau. C'est l'Etat qui passe à la caisse...²⁹ Une coalition d'opposition aux plans de privatisation, constituée de nombreuses ONG, existe depuis longtemps (« Ghana National Coalition against the Privatisation of Water »).

Cochabamba (Bolivie)³⁰ : Une révolte populaire contre les coûts de l'eau exorbitants (qui atteignaient jusqu'à 25% du salaire mensuel moyen) a conduit à l'annulation du contrat avec l'investisseur. Celui-ci exige à présent un dédommagement de 250 millions de dollars (de manque à gagner), une somme colossale pour la Bolivie, alors que l'acquisition du réseau d'eau ne lui aura pas coûté plus de 20 000 dollars.

La Paz (Bolivie)³¹ : Depuis la privatisation, le prix de l'eau est jusqu'à SIX fois plus élevé qu'avant. De nombreuses personnes ne se douchent plus ou réutilisent les anciens puits et leurs eaux insalubres (leur fermeture et le passage au réseau d'eau avaient marqué un tournant positif dans la politique de développement...). Parallèlement, la jeune entreprise d'eau Aguas del Illimani a procédé à une

²⁷ www.cosatu.org.za/samwu/buenosmay01.htm

²⁸ www.challengeglobalization.org/otherpubs/ghana_water

²⁹ www.afrol.com/News2002/gha015_water_privat.htm, www.citizen.org/cmep/Water

³⁰ www.bicusa.org ; subject :water privatization ; Madeleine Bolliger : Kosten dem Staat, Gewinne privat ; revue « Work » du 6 décembre 2002

³¹ LE MONDE diplomatique: Manière de voir 65; septembre-octobre 2002; p. 83 et suivantes.

réduction massive de son personnel, si bien que les pannes d'approvisionnement sont de plus en plus fréquentes. Là aussi, la préoccupation majeure des entreprises est la rentabilité.

L'Afrique du Sud³² : En 2000, une épidémie de choléra est survenue après que le gouvernement a doublé le prix de l'eau dans le cadre de la privatisation. De nombreuses personnes avaient alors bu de l'eau provenant des ruisseaux et des fleuves.

La Tanzanie³³ : le FMI a contraint le pays à dépenser 145 millions de dollars pour assainir le réseau de canalisation de sa capitale, pour le vendre ensuite à un entrepreneur privé pour une somme dérisoire. Cela a plongé le pays dans un endettement massif.

Explications données par la Banque Mondiale

Sur le site Internet de la Banque Mondiale, les textes concernant l'eau ne se soucient plus des aspects de la pauvreté. Forcément, si l'on regarde à quel point les prix de l'eau ont grimpé ! Le souci principal de cette organisation internationale est d'économiser l'eau, de ne pas la gâcher. Les usagers devraient être éduqués à économiser l'eau. Il est vrai que, dans beaucoup de pays, l'eau est devenue un bien rare, souvent utilisé excessivement. A ces endroits-là, l'économie d'eau est prioritaire pour l'avenir. Mais cet argument n'est pas vraiment crédible car cette éducation, en haussant les prix, est également appliquée par la Banque Mondiale dans les pays qui ont de l'eau de manière illimitée. L'idée que le prix de l'eau devrait couvrir complètement les coûts reste malgré tout la première priorité. Ce principe semble beaucoup plus important pour la Banque Mondiale que l'accessibilité - par l'infrastructure et les prix - des pauvres à l'eau. Ils préfèrent ainsi que les êtres humains soient privés d'eau ou alors réduits à la misère. Avant les émeutes de Cochabamba, la Banque Mondiale avait encore ordonné de ne pas subventionner les prix de l'eau³⁴.

Une des têtes de ce programme à la Banque Mondial, Guillermo Yepes (chef-privatiseur sous Pinochet), a rédigé un document démontrant qu'il ne faudrait même pas accorder des subventions aux pauvres (elles seraient compensées par des prix plus élevés payés par l'industrie ou les riches (subventions croisées)³⁵. Avec ce système, les multinationales n'auraient pas assez d'intérêts financiers à connecter les quartiers pauvres, comme cela a été le cas à Guayaquil en Equateur. Il

³² Madeleine Bolliger : Kosten dem Staat, Gewinne privat ; revue « Work » du 6 décembre 2002

³³ op.cit

³⁴ www.bicusa.org ; « Bolivia : Public expenditure review », 14 juin 1999, Report no 19232-BO de la Banque Mondiale

³⁵ www.worldbank.org ; Guillermo Yepes : Do Cross-Subsidies Help the Poor to Benefit from Water and Wastewater Services ?

explique de long en large que les pauvres sont prêts à payer l'eau beaucoup plus cher qu'on ne pourrait le croire. Forcément, étant donné que leur vie en dépend ! Que l'Etat ou la Banque Mondiale puissent contraindre les fournisseurs à connecter les quartiers pauvres ou même que l'eau puisse repasser sous contrôle public n'est pas du tout envisagé. D'un autre côté, le chef du programme de la Banque Mondiale, John Briscoe, a écrit dans son rapport sur le service public de l'eau en Allemagne que les pertes en la matière étaient trop PETITES. Trop d'argent serait ainsi gaspillé dans la réfection des tuyaux³⁶. En vérité ce n'est que l'argent qui compte...

Autre problème : des entreprises privées ne peuvent pas inciter les usagers à économiser l'eau. Les prix élevés incitent uniquement les pauvres à économiser l'eau, alors que les entreprises d'eau ont intérêt à en vendre le plus possible. Les entreprises ont ainsi tendance à faire de la publicité pour pousser les usagers à en consommer davantage.

La Banque Mondiale prétend que l'augmentation des prix donnera les moyens aux entreprises de développer le réseau d'eau. Mais l'Etat pourrait faire de même, sans pour autant augmenter les prix. L'exemple de Londres démontre que ce n'est pas forcément le cas, bien au contraire. C'est comme si la Banque Mondiale croyait aveuglément aux explications des multinationales et à la théorie néolibérale. Récemment, la Banque a admis que le développement des réseaux privés n'était pas encore satisfaisant. Elle préfère pourtant verser des primes pour chaque nouvelle connexion plutôt que de favoriser les contraintes légales ou le contrôle public.

La question de l'inaccessibilité des prix, de l'appauvrissement suite à l'augmentation des prix n'est jamais posée. Si la politique de privatisation est poursuivie, des millions d'êtres humains seront complètement privés d'eau ou encore réduits à la misère du fait des prix trop élevés. Encore plus de gens décideront de ne pas utiliser suffisamment d'eau propre ou de s'en procurer à d'autres sources (malpropres). Ce qui augmenterait encore le nombre de morts. Au Ghana, la maladie du ver de Guinée a réapparu dans les communes pauvres qui n'arrivaient pas à prendre en charge les infrastructures³⁷. Selon la Banque Mondiale elle-même, trois millions d'enfants meurent chaque année de maladies dues à l'absorption d'eau malpropre. 80 % des maladies infectieuses tirent leur origine de l'eau sale³⁸. Mais bien sûr, les critiques s'attaquant à la mondialisation ne sont fondées que sur des peurs !

Que peut-on faire ?

De cette politique est née une résistance, dans le Tiers Monde comme chez nous. Certaines votations, relatives à cette question de la privatisation de l'eau, ont déjà été menées en Pologne et au Panama

³⁶ www.bicusa.org ; « The German Water and Sewerage Sector : How well it works and what it means for developing countries », John Briscoe, February 1995, World Bank, Washington, USA

³⁷ www.bicusa.org

³⁸ www.swisscoalition.ch ; Wasser – eine globale Herausforderung

notamment³⁹. Dans un mémo interne à la Banque Mondiale, Briscoe admet que les populations s'opposent à la privatisation⁴⁰. Ce qui ne change pourtant rien au consensus interne à cette organisation internationale.

Le Réseau Européen contre la privatisation est un exemple de cette résistance. La Swisscoalition, un regroupement suisse d'œuvres d'entraide (Swissaid, Pain de Carême, Helvetas, Caritas), fait partie de ce réseau. Au sommet mondial de l'ONU à Johannesburg à fin août 2002, ses membres ont demandé d'inscrire dans le droit international le droit d'accès à l'eau pour tous. L'eau devrait rester un bien public. La CNUCED, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, a publié en 2002 un rapport qui constate l'échec des mesures « d'ajustement structurel » et de la privatisation⁴¹. Bien que ce but n'ait pas été atteint immédiatement, le 26 novembre 2002 la Commission pour les droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU produisait une nouvelle ordonnance dans le cadre de la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels signée par 145 Etats. Elle énonce que la convention doit être interprétée de telle manière qu'il existe un droit à l'eau universel et que les Etats ayant signé la Convention sont tenus d'assurer l'accès à l'eau potable de tous leurs citoyens. Et au même moment, on décide aux négociations de l'OMC que les pays doivent privatiser leur fournisseurs d'eau et n'ont plus le droit de faire des recommandations concernant l'approvisionnement... Il existe donc deux forces opposées (ONU contre OMC et Banque Mondiale). En ce moment, ce sont les institutions financières qui semblent avoir le plus de pouvoir.

L'année 2003 a été déclarée « L'année de l'eau » par l'ONU ; l'eau était sujet à beaucoup de discussions publiques. Du 14 au 24 mars 2003 le Forum mondial de l'Eau a été tenu à Kyoto. A cette occasion, ChristNet a lancé une pétition à l'adresse des autorités suisses pour qu'elles changent leur position envers la privatisation de l'eau dans les pays du Sud. ChristNet a en outre organisé une campagne de prière pendant la durée de la conférence. Continuons à prier !

³⁹ www.bicusa.org

⁴⁰ www.bicusa.org

⁴¹ www.unctad.org -> presse -> communiqués de presse -> 26.9.2002

Ils n'ont pas d'eau ? Donnez leur de la limonade...

PAR MARKUS MEURY & BEATRICE STEINER

Trois millions : c'est le nombre d'enfants qui meurent chaque année des suites de maladies causées par l'absorption d'eau non potable. Si l'heure est grave, les solutions proposées par le monde économique et la société civile divergent. Pouvoir de l'argent oblige, l'heure est à la privatisation et de plus en plus d'Etats du Sud, contraints en cela par les institutions de Brettonwood, vendent leur service public d'eau à des multinationales. Avec la conséquence tragique que ces Etats ne peuvent plus ni fixer le prix de l'eau ni la subventionner et que des millions de personnes n'ont désormais plus accès à l'eau potable. Malgré ces effets dramatiques et les multiples contre-exemples démontrant la non adaptabilité de la privatisation au bien de l'eau, les milieux économiques - drapés derrière une cape de prétendue scientificité qui s'apparente en fait à de la croyance - continuent de préconiser cet instrument et de pousser les Etats à obtempérer.

Trois millions : c'est le nombre d'enfants qui meurent chaque année des suites de maladies causées par l'absorption d'eau non potable. Les chiffres avancés par la Banque mondiale ont le mérite d'être clairs⁴². L'heure est grave est le rendez-vous fixé à Kyoto pour le « Forum mondial de l'Eau » du 16 au 23 mars prochain devrait permettre aux représentants des Etats et des organisations internationales de débattre de cette question si cruciale en ce début de troisième millénaire. Si l'inquiétude est générale - les Nations Unies ont d'ailleurs proclamé 2003 « Année de l'eau » - les solutions divergent. Alors que les ONG, notamment le Réseau contre la privatisation, ou le Comité des Nations Unies pour les droits économiques, sociaux et culturels souhaitent que l'accès à l'eau soit inscrit dans le droit international, la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) estiment que la solution passe par la privatisation. Les monopoles entraînant inefficacité et prix abusifs, les Etats doivent impérativement céder leurs ressources en eau aux entreprises privées. Un traité, contraignant l'ensemble des pays membres à libéraliser leur service public (GATS), devrait d'ailleurs être prochainement signé à l'OMC. Quant à la pression subie par les pays du Sud, celle-ci est double. Etranglés par leur dette, ils sont contraints - pour procéder à son rééchelonnement ou solliciter un nouveau prêt - de se soumettre aux mesures d'ajustements structurels, imposées par le FMI. La question du service public - et donc de l'eau - est, là encore, au cœur des enjeux.

⁴² www.worldbank.org/watsan

Ruée sur l'or bleu

« Les pauvres sont prêts à payer leur eau beaucoup plus cher qu'on pourrait le penser », explique Guillermo Yepes⁴³, l'un des responsables du programme de privatisation de l'eau à la Banque mondiale. Est-ce vraiment si étonnant lorsqu'il est question de survie ? Et c'est là que le bât blesse car, contrairement au coton ou au café, l'eau n'est pas un bien substituable. « Ils n'ont pas d'eau ? Qu'on leur donne de la limonade ! »... La fameuse réplique de Marie-Antoinette n'a pas de frontière et surtout pas d'époque. En cas de privatisation, la dépendance des populations vis-à-vis de l'entreprise distributrice serait complète, celle-ci pouvant monter les prix à sa guise. L'eau est d'ailleurs aussi appelée « or bleu » aujourd'hui. Coïncidence ? Tout comme pour le jaune, la chasse est ouverte et les multinationales - Vivendi, Suez-Lyonnaise, SAUR (Société d'aménagement urbain et rural) - se précipitent. Mais la comparaison s'arrête là car le nombre de victimes succombant à cette ruée bleue risque de se compter par millions. Rien ne contraint, en effet, les multinationales à maintenir l'eau à un prix accessible à tous. La clause 31 iii, votée lors de la réunion de l'OMC à Qatar en novembre 2001, demande notamment « la réduction, ou selon le cas, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires aux biens et services environnementaux. » Les Etats ne pouvant ni fixer le prix de l'eau ni la subventionner.

Science ou croyance ?

Les services vont-ils être améliorés et les prix vont-ils chuter, comme le prédisent les dirigeants de la BM et du FMI ? Rien ne nous le prouve. En revanche, les contre-exemples foisonnent. A Londres, le fournisseur privé ne renouvelle qu'un millième du réseau chaque année. A La Paz, en Bolivie, l'eau coûte désormais six fois plus cher qu'il y a dix ans et beaucoup de gens doivent désormais s'approvisionner en eau - non potable - dans les puits. Quant à l'Afrique du Sud, l'Etat a augmenté les prix, il y a trois ans, afin de se préparer à une prochaine privatisation. Certaines franges de la population sont désormais obligées, faute de moyens, d'aller chercher de l'eau dans les rivières. Une épidémie de choléra a frappé le pays. Et ce ne sont que quelques exemples parmi d'autres.

« Cela ne marche pas ? Privatisez davantage », encouragent les dirigeants de la BM et du FMI. Comment expliquer cette croyance indéfectible en les bienfaits de la privatisation ? Car il s'agit bel et bien d'une croyance, même si ces dirigeants se drapent dans les plis d'une « science » économique.

⁴³ www.worldbank.org/watsan. Rapport « Do Cross-subsidies help the poor to benefit from water and wastewater services ? » Guillermo Yepes, 1999.

En effet, contrairement à la science, potentiellement réfutable, le processus de privatisation de l'eau est maintenu, et cela malgré les nombreux contre-exemples.

Privatisation de l'eau : un échec retentissant

PAR MARKUS MEURY

Lobina et Hall démontrent, un grand nombre d'exemples à l'appui, en quoi et pourquoi la privatisation de l'eau est un échec retentissant. Les partenariats entre les secteurs du public et du privé (Public Private Partnerships ou PPP) sont encore plus nuisibles, selon ces deux auteurs, que la privatisation totale du service.

Lobina et Hall incluent, sous le terme privatisation, aussi bien la privatisation complète que les partenariats entre les secteurs public et privé (Public Private Partnerships ou PPP). Ces derniers sont plus en vogue, mais ils sont souvent même plus nuisibles que la privatisation pure et simple. Car dans les PPP, les multinationales de l'eau demandent souvent des garanties financières de l'Etat pour se prémunir contre :

- ?? les pertes des multinationales en cas de changement du cours de la monnaie et en cas d'inflation
- ?? une révolte de la population si le prix de l'eau se fait trop élevé
- ?? les profits trop faibles de la multinationale (une clause dans le contrat passé à Santiago de Chile et à Cochabamba garantit un certain seuil de profit).

En l'an 2000, le Paraguay a été forcé par la Banque mondiale de souscrire un crédit de 20 millions de francs pour financer les préparatifs en vue de la privatisation et pour mener une campagne publique destinée à convaincre la population des bienfaits de la privatisation... (p. 22) Dans un grand nombre d'exemples de privatisation, les auteurs montrent comment des entreprises multinationales ont obtenu une concession (licence) en avançant des avantages pour la population (ou aussi par la corruption). Puis, quelques mois plus tard, ils ont forcé le gouvernement local ou national à renégocier le contrat, et augmenté les prix. Dans la majeure partie des cas, le gouvernement n'a pas osé résister, par manque de moyens financiers en cas de procès et par manque de savoir-faire face à la multinationale. Les auteurs apportent la preuve que les pauvres ne profitent pas de la privatisation.

- ?? Le prix de la connexion à l'eau est souvent trop élevé (dans la province de Santa Fe en Argentine, la multinationale demandait 2000 francs...)
- ?? Les entreprises ne veulent souvent pas connecter les quartiers pauvres (p. 31)
- ?? A Buenos Aires, les quartiers pauvres furent connectés uniquement après qu'un travail bénévole a été fourni par les locaux et à cause d'une taxe de solidarité. Malgré cela, la Banque mondiale cite Buenos Aires comme un exemple réussi de privatisation)

?? Souvent, ceux qui n'arrivent pas à payer sont déconnectés du réseau : A KwaZulu, en Afrique du Sud, une épidémie de choléra laissant 260 morts en était la conséquence (p. 30 ss)

Au cours des dernières années, les multinationales ont remarqué qu'il n'y aurait pas pour elles de profit possible si elles devaient vraiment desservir les pauvres. Elles ont donc demandé à la Banque mondiale d'octroyer davantage de crédits aux pays pauvres pour préfinancer les investissements, afin que les multinationales puissent ensuite en profiter. Lobina et Hall montrent que la privatisation est vouée à l'échec, notamment parce que la philosophie de la maximisation du profit engendre des conséquences dévastatrices pour les plus démunis. Les auteurs insistent sur la nécessité de raviver la coopération en matière de savoir-faire et de finances entre les fournisseurs publics du Nord et ceux du Sud.

CHAPITRE III :

Quelles alternatives possibles ?

Quand l'ajout d'huile dans les rouages ne suffit pas...

PAR BEATRICE STEINER

Alors que les alternatives foisonnent, dans la société civile, dans le monde économique et politique pour pallier aux externalités sociales et écologiques engendrées par notre système économique actuel, l'auteur de ce texte formule l'hypothèse que, bien qu'intéressantes et nécessaires, les initiatives relatives au développement durable et social ne suffisent pas à rétablir l'équilibre. Le problème est davantage d'ordre structurel et résulte de biais intrinsèques au néolibéralisme. Il convient donc de prendre son courage à deux mains et d'oser envisager une sortie, à tout le moins partielle, de ce système de pensées/croyances. Sans prétendre proposer des solutions, l'auteur a cherché - en s'appuyant, pour ce faire, sur des auteurs qui ont longuement réfléchi à ces questions - à tracer quelques pistes qu'il conviendrait d'emprunter pour penser un autre monde, voire « d'autres mondes ».

Changer le système ? De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer ce qu'ils conçoivent comme une utopie. N'est-il pourtant pas plus utopiste encore de songer à améliorer la situation socio-écologique de notre planète tout en restant fermement arc-boutés sur notre système économique ? Parler de développement social, de mondialisation à visage humain ou encore de commerce équitable équivaut implicitement à supposer et à admettre que la mondialisation est intrinsèquement inhumaine, le développement asocial et le commerce inéquitable (Serge Latouche). Accepterait-on qu'un médecin pose un pansement sur une plaie béante ? Certes, non. Sans pour autant révoquer le bien-fondé des initiatives allant dans le sens du développement durable et social, il convient de se rendre compte que celles-ci ne suffisent pas et que les problèmes sociaux et écologiques actuels ne relèvent pas d'un « simple manque d'huile dans les rouages ». Le problème est davantage d'ordre structurel et résulte de biais intrinsèques au (néo)libéralisme. Voici, exposés très brièvement, quelques-uns de ces biais :

?? L'économie néolibérale définit l'acteur social comme un individu autonome, rationnel et égoïste. Cette définition ne tient pas compte du fait que les relations de pouvoir - et donc les inégalités - sont inhérentes à toute vie en société⁴⁴. L'idée de rationalité pose, quant à elle, un problème

⁴⁴ La théorie dite de la « dépendance » (Prebisch, Singer) n'est plus à l'ordre du jour aujourd'hui. Cette théorie permettait pourtant de sortir de l'idée selon laquelle - idée partie prenante des

d'ethnocentrisme : en quoi est-il plus raisonnable, au sens naturalisant du terme, d'accumuler de l'argent que de le distribuer à son réseau social, cette circulation permettant, en cas de besoin, « de tirer les tiroirs de la réciprocité » (N'Dione) ? Enfin, bien que les exemples d'actions égoïstes soient plus visibles que les pratiques altruistes, limiter la caractérisation de l'individu à ce seul adjectif paraît bien réducteur.

- ?? La théorie économie néolibérale - notamment du fait de sa mathématisation - ne tient pas compte de la notion de durée. Cette « ode à l'instant » se manifeste tout particulièrement dans la priorité qui est aujourd'hui accordée, dans nos sociétés occidentales, à la vitesse sur la lenteur, au présent sur l'avenir et à la jeunesse sur la vieillesse. Pour entrer dans un processus de développement durable, la prise en compte de la durée constitue pourtant un élément essentiel. De même que la notion d'irréversibilité. La quasi-totalité de notre économie se fonde sur des ressources minérales finies⁴⁵. Celles-ci ne sont utilisables qu'une seule fois⁴⁶. L'utilisation de ces ressources minérales - contrairement aux ressources biotiques (soleil...) - est donc irréversible et le seul principe du recyclage ne suffit pas pour appréhender la longue durée (Georgescu-Roegen).
- ?? Nous sommes aujourd'hui confrontés, de manière plus ou moins diffuse, à l'envahissement par l'économie des différentes sphères sociales. Le vocabulaire économique a ainsi littéralement colonisé (Serge Latouche) - les termes ressources, croissance, management ou encore efficacité se retrouvent conjugués à tous les temps et sur tous les tons - aussi bien le monde de l'école, du social que de l'écologie. Pour rester dans le registre des mathématiques, il est aujourd'hui frappant de constater combien tout doit être potentiellement mesurable pour être pris en

explications fondées sur l'offre et la demande - les produits primaires seraient inférieurs aux produits manufacturés. Selon Singer et Prebisch, ce ne serait pas la nature du produit qui est en cause mais bien la matérialisation des rapports de force en présence. Cette théorie, qui prend en compte les rapports de force et de pouvoir au niveau international, a donc été littéralement « expulsée » des théories communément appliquées en économie.

⁴⁵ Une fois que celles-ci seront utilisées dans leur totalité, il nous faudra attendre des millions d'années avant de pouvoir en renouveler les stocks.

⁴⁶ Celles-ci sont, en effet, soumises à la loi de la thermodynamique, loi qui démontre que le processus de transformation de l'énergie disponible en énergie non disponible est irréversible. Ainsi, pas plus que l'eau de la mer ne remontera les rivières et les chutes, pas plus l'énergie que la vie a rassemblée pour l'abandonner à la postérité sous forme de charbon, de pétrole ou de gaz, ne se reconstituera d'elle-même après avoir chauffé nos maisons et assuré le déplacement de nos véhicules. (Encyclopédie de l'Agora)

compte. Le bien-être, le développement humain, la pauvreté⁴⁷ se résument à une somme de chiffres, généralement en lien avec la notion de consommation. Quant à ce qui n'est pas calculable, tel que le bonheur, la convivialité ou encore le lien social, ces éléments ne sont purement et simplement pas pris en considération. Parlant de la pauvreté, Majid Rahnema observe que dans le «novlangue» (Orwell) du village planétaire, le pauvre est dépossédé de tout ce qui fait de lui un être humain unique et réduit désormais aux seules données statistiques...« Il n'est que le bénéficiaire d'un revenu dont le montant est calculé à partir d'un 'seuil de pauvreté' ». ⁴⁸ (Rahnema, 2003 : 128)

?? Le présupposé du déterminisme économique doit également être remis en question. L'idée selon laquelle les sociétés transiteraient nécessairement par certaines phases déterminées de développement - société traditionnelle (chasseur cueilleur), société agraire, société industrielle, société post-industrielle - est très prégnante dans l'imaginaire (néo)libéral⁴⁹, de même que dans celui du marxisme⁵⁰. Cette détermination économique est critiquable d'un point de vue tant économique que déterministe :

- D'un point de vue économique, les contre-exemples fleurissent pour démontrer que l'instauration du libéralisme économique dans un pays ne suffit pas pour que démocratie s'ensuive (Corée du Sud, Taiwan, etc.). L'argument contraire - démocratie => libéralisme - n'est pas davantage prouvé.
- Ce postulat déterministe barricade le passage à toute alternative potentielle de développement. Le (néo)libéralisme - comme cela a été le cas pour le marxisme -

⁴⁷ Le PNUD définit le niveau de pauvreté dans un pays selon un «indice de pauvreté humaine». Cet indice se calcule en mesurant les trois aspects de développement humain que sont la longévité, l'éducation et le niveau de vie.

⁴⁸ Cette définition statistique constitue, explique Majid Rahnema, une réduction drastique de la réalité et fait oublier que la pauvreté n'a, pendant des siècles, nullement été considérée comme une notion univoque. Il existe plusieurs formes de pauvreté - sociale, financière, spirituelle, etc. - et la signification de cette notion dépend de son insertion conceptuelle.

⁴⁹ Nous retrouvons ici les célèbres cinq phases de la théorie renommée de Walt Whitman Rostow. Selon cet économiste américain, le développement des sociétés passe automatiquement par les phases suivantes : la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le décollage (take-off), le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse, cette étape finale représentant l'idéal à atteindre.

⁵⁰ Marx dégage quatre modes de productions nés de la lutte des classes : le mode patriarcal de production, l'économie fondée sur l'esclavage, l'économie féodale, l'économie capitaliste. Si la lutte des classes aboutit nécessairement à la dictature du prolétariat, cette dictature ne constitue, en fait, qu'une période de transition vers la suppression de toutes les classes. Selon Marx, les différentes étapes de développement de la société moderne sont la démocratie, le socialisme et le communisme.

constituerait, aux yeux du discours dominant, l'unique système pensable. Tout ce qui aspire à s'en éloigner tend donc à être considéré comme un échec ou une transition momentanée. La politique de la Banque mondiale et du FMI à l'égard des pays du Sud, à travers les plans d'ajustement structurel, est caractéristique de cette réduction du champ des pensables. Pour continuer de percevoir une aide financière, les pays du Sud sont contraints d'adapter leur politique aux normes néolibérales (moins d'Etat, mise en avant des exportations au détriment de tout ce qui a trait à la production et à la consommation locale, etc.) Lorsque - comme c'est bien souvent le cas - ces politiques d'ajustement structurel échouent, l'idée selon laquelle celles-ci seraient inadaptées à la situation socio-économique de ces pays ne vient pas à l'esprit des agents de ces institutions internationales⁵¹. Ceux-ci considèrent, au contraire, que ces ajustements n'ont pas correctement été mis en œuvre. Nombreux sont ainsi les pays du Sud - notamment en Afrique subsaharienne - à entamer leur quelque dixième plan d'ajustement structurel.

Quelques pistes

Evoquer ces biais intrinsèques au système économique (néo)libéral est une chose. Concevoir des alternatives en est une autre. Les lignes qui vont suivre n'ont pas la prétention de s'apparenter à des solutions. Je souhaiterais simplement tracer ici quelques pistes qu'il conviendrait d'emprunter pour penser un autre monde, voire «des autres mondes».

Revenir aux questions simples

Le retour aux questions simples constitue un véritable préalable pour s'extraire de la vulgate néolibérale. En effet, sous le flot de chiffres dévidés par les économistes et autres chantres du libéralisme résident des interrogations élémentaires - mais combien percutantes - qu'il convient de remettre sur le tapis. Comme le constate, à ce propos, Marie-Dominique Perrot, « les questions les plus directes s'imposent ici pour interroger ce qui mérite de l'être mais qui demeure, pour différentes questions, hors champ : la vie meilleure est-elle assurée par le "développement" ? Qui décrète ce qu'est "une vie bonne, ou réussie, ou digne" et pour qui ? Quel "développement" ? Quel progrès, et pour qui ? A quel prix, qui le paie, qui floue-t-on ? Qui définit le "développement", à l'aide de quels critères ? Quels sont les moyens mis à disposition, par qui ? Comment assurer un jeu gagnant-gagnant à tous les acteurs ? Est-ce possible ? Quels sont les acteurs sociaux "réels" ? Quelles classes sociales, quels pays le "développement" a-t-il favorisé jusqu'ici, où et à quel prix, pour combien de

⁵¹ La violence symbolique de ce discours est telle que les habitants des Etats qui n'ont pas d'intérêt à la mise en œuvre de ces politiques économiques en viennent eux-mêmes à souhaiter la libéralisation de leur économie.

temps, pour quels groupes sociaux, et quid de l'environnement dans tout cela ?» (Perrot in Comélieu, 2003 : 44-45) Cette liste de questions pourrait être allongée à l'infini. Chacun des termes « progrès », « développement », « efficacité » devrait passer au crible de ce questionnement. Tout comme, d'ailleurs, le terme « croissance ». Alors que nos oreilles absorbent quotidiennement leur lot d'expressions relatives à la croissance, le lien fréquemment tiré entre « mieux-vivre » et « croissance économique » est bien naïf, voire dangereux. D'où l'impératif de décomposer cette notion et de s'interroger : « la croissance de quoi ? », « au profit de qui ? », « au détriment de quoi ? »

Sortir des solutions monolithiques

« Mais que proposez-vous à la place ? » Ce questionnement récurrent des «anti» anti-mondialistes freine l'élaboration d'alternatives. En effet, cette interrogation sous-entend l'interrogation suivante : « Que proposez-vous pour TOUS ? ». Existe-t-il une solution qui convienne à tout le monde ? Les grandes idéologies en « isme » - aussi bien le libéralisme, le communisme que le fascisme - ont pourtant montré leurs limites. Comme le font observer Florence Aubenas et Miguel Benasayag, « penser le monde comme une "globalité" n'est pas la réalité mais un effort pour tenter de la dominer, conduisant précisément à cette même impasse : la condamnation à accepter qu'une structure surplomberait le réel, seul lieu depuis lequel il serait possible de faire quelque chose ». (Aubenas, Benasayag, 2002 : 95-96) Ne conviendrait-il pas de cesser de se concentrer exclusivement sur la recherche de solutions monolithiques pour oser imaginer une palette de moyens. Alors que des projets intéressants fleurissent à travers le monde - les réseaux d'échange de services et de savoirs (SEL), les Jardins de Cocagne, etc. - pourquoi ne pas envisager ces diverses alternatives pour elles-mêmes, sans percevoir forcément celles-ci comme des simples réponses précédant une solution universelle ?

Agir local, penser local

L'impératif « agir local, penser local » préconisé par Florence Aubenas et Miguel Benasayag est essentiel pour retrouver - ou tout au moins développer - une certaine cohérence personnelle. Manifester en faveur d'une plus grande justice globale sans pour autant tenir compte du fait que sa propre consommation influence la vie de millions de personnes à l'autre bout de la planète (salaires, conditions de travail, etc.) est un signe d'aveuglement, plus ou moins volontaire. Nous ne pouvons, et cela aussi bien du point de vue écologique et social, continuer de consommer tel que nous le faisons actuellement tout en prétendant aider le reste de l'humanité. Les deux credos sont inconciliables, leur combinaison revient à se voiler la face derrière un halo de bonne conscience.

S'extraire d'une conception « naturalisante »

Afin de contrer l'idée déterministe selon laquelle l'ensemble des sociétés devrait se développer de manière identique, il importe de se rendre compte que cette conception de l'économie, et plus largement de la société, est temporellement et spatialement limitée. La perception de la société comme une somme d'individus autonomes, rationnels et égoïstes fait davantage figure d'exception que de règle⁵². Une manière de sortir de cette conception naturalisante⁵³ est, comme le rappelle Marie-Dominique Perrot, de pratiquer le détour historique et culturel. Pourquoi ne pas oser quelques infidélités à notre imaginaire pour observer comment cela se passe ailleurs. Ce voyage à travers le temps et l'espace implique de sortir de l'opposition manichéenne « rationalité versus non-rationalité » et de placer sur un même plan plusieurs types de pensables. « ...pourquoi devrait-on traiter comme un archaïsme, une survivance, une anomalie contemporaine appelée à disparaître, les sociétés qui ne découpent pas la réalité en tranche, en disciplines et en secteurs, qui ne perçoivent pas le monde en présupposant la rareté de ses ressources, ni ne croient à l'existence de besoins illimités, et pour lesquelles ni l'économie, ni l'art, ni la religion, n'existent ? Au nom de quoi dénier le principe même de la rationalité à certaines formes possibles d'existence humaine si ce n'est au nom d'une vision évolutionniste et sociocentrique ? » (Perrot in Comélieu (dir.), 2003 : 46-47)

⁵² Yvan Mudry rappelle qu'il s'agit là en effet « d'un phénomène très récent, marginal avant le XVIII^e siècle (selon Fernand Braudel, le capitalisme serait encore plus récent, puisqu'il représenterait la zone de grand profit de l'économie de marché). L'approche a aussi permis de prouver, avec Karl Polanyi entre autres, que le marché est moins naturel et spontané qu'imposé par des pouvoirs qui y ont intérêt. » (Mudry, 2003: 110)

⁵³ La relativisation de l'universalisme du système (néo)libéral est cependant d'autant plus difficile à pratiquer que cette théorie a été - est - injustement imposée au rang de « sciences » (sciences économiques). Une prétendue science qui repose, comme nous l'avons vu, sur des fondements des plus critiquables.

Cette pratique du détour permet de s'apercevoir que ce que nous pensons être un fondement économique inébranlable - j'entends ici la notion d'accumulation - est beaucoup moins naturel qu'il n'y paraît. L'anthropologue Emmanuel Ndione explique, en effet, en prenant l'exemple d'un quartier de Dakar, que l'accumulation n'a aucun sens social dans cette société. Aussitôt en mains, les billets doivent circuler : prêts, remboursements, etc. La circulation financière est extrêmement bien développée. Ces pratiques d'échange - dont l'objectif n'est pas le « donné-rendu » mais au contraire de ne pas « tomber à zéro » - permettent notamment de revivifier le réseau social de l'individu.

Echange conceptuel

Ce détour spatio-historique - de même que de manière plus générale cette déconstruction des présupposés fondateurs du système économique néolibéral - devrait nous permettre de pratiquer un échange conceptuel et de replacer au centre de l'analyse certaines notions qui ont trop longtemps été considérées comme une quantité négligeable :

Echange vitesse contre durée

Faire acte de désobéissance, non pas civile mais horlogère, pour retrouver le temps de vivre, de respirer, de sentir, d'écouter, de penser. Quitter - ou du moins tenter, autant que possible, de le faire - les affres du zapping, de la nanoseconde qui nous sont imposés par les horloges, ordinateurs et palms en tout genre. Cette notion temporelle est d'autant plus essentielle qu'elle constitue un préalable incontournable pour penser la convivialité et la simplicité.

Echange individualisme exacerbé contre réseau social et convivialité

Prendre le temps de vivre, c'est avant tout prendre le temps de rencontrer autrui. Cette rencontre avec l'autre - que celui-ci s'écrive avec un A majuscule (divin) ou un a minuscule - ne constitue-t-elle pas l'essence même de la Vie? Ainsi que le résumait si bien Ivan Illitch : « nous pouvons être, les uns pour les autres, une source de clarté et de bonté. Cela, plus quelques spaghettis, c'est tout ce que nous avons à partager. » (Illitch in Rahnema, 2003 : 313) Rompre avec l'individu comme seul être égoïste et prompt à l'accumulation, c'est également entrer dans une logique du don, du reçu et du rendu. C'est savoir prêter à une connaissance/ami lorsque celui-ci en a besoin mais aussi - ce qui ne va pas sans peine lorsque l'on a reçu une éducation protestante/libérale prônant l'idée selon laquelle il convient surtout de ne rien devoir à personne - de recevoir d'autrui en cas de besoin.

Echange idéal du « toujours plus » contre simplicité

Enfin, alors que la pauvreté et la richesse ont longtemps été appréhendées comme des entités autonomes, Majid Rahnema rappelle que ces deux notions doivent impérativement être re-couplées. Contrairement aux credos de la Banque mondiale et du PNUD, il convient, pour lutter contre la pauvreté, de s'en prendre d'abord aux modes de consommation des pays riches. Les racines de la misère que connaît actuellement une large partie de notre planète ne se trouvent pas dans leur situation de « non-richesse » mais celle-ci est en grande partie induite par l'opulence dont jouissent

quelques pour-cent de nantis. D'où l'importance de ne pas s'en prendre aux modes de vie et de production des pauvres mais aux institutions qui créent systématiquement la misère et aux formes de richesses qui engendrent la pauvreté, explique Rahnema. « Il faudrait se donner comme objectifs la destruction des centres de production de la rareté, l'élimination de toutes les armes destructives ou répressives et la lutte contre tous les systèmes politiques, économiques et sociaux qui perpétuent la violence, la convoitise et la misère morale en particulier ». (Rahnema, 2003 : 303-304)

Bien que nous soyons désormais techniquement capables de nourrir neuf milliards de personnes, plus d'un milliard de pauvres souffre directement de malnutrition, voire se trouve menacé de famine. (Rahnema, 2003 : 302) Cessons donc de rêver que l'ensemble de la planète puisse un jour accéder à notre train de vie consumériste. Ceci est proprement impossible, sous peine d'assécher notamment en eau et en pétrole notre planète. Achevons donc de nous réveiller et adoptons un style de vie plus simple. Cette pauvreté choisie nous permettra non seulement, à travers le dépouillement, d'apprécier davantage ce que nous possédons mais surtout que tous - et non plus une seule minorité de privilégiés - y aient accès.

Conclusion

« Etre dans le monde mais non du monde » : cette double apostrophe formulée par Jésus à l'égard de ses disciples - et qui, de là, parle aux chrétiens de manière générale - dans le livre de Jean au chapitre 17 (v. 16) est particulièrement interpellante dans ce contexte de recherche d'alternatives. Bien que le salut des âmes constitue une préoccupation centrale dans le monde chrétien, particulièrement chez les évangéliques, cette mission ne remplit qu'en partie le fait de se trouver dans le monde. « Etre dans le monde », c'est également se préoccuper et se sentir solidaire de ce qui arrive à notre prochain, que celui-ci réside sur notre palier ou à l'autre bout de la planète. Nous ne pouvons nous contenter d'observer par le petit bout de la lorgnette - en l'occurrence l'écran de notre télévision - les catastrophes sociales et écologiques qui secouent notre monde. Il nous faut prendre position et sortir d'état de tiédeur tant décrié dans le livre de l'Apocalypse (Apocalypse 3, v. 16)

« Etre dans le monde » - et donc solidaire avec notre prochain, ici et là-bas mais également aujourd'hui et demain⁵⁴ - mais non pas « du monde » ! Voilà qui peut paraître quelque peu inconfortable. Pourtant, en reprenant les quelques pistes d'alternatives évoquées ci-dessus, l'on constate que cette pseudo contradiction se laisse dénouer relativement aisément. Alors que le leitmotiv actuel de notre société gravite autour de la consommation, de la croissance, de l'égoïsme individuel, du « tout, tout de suite », de l'accumulation et de la vitesse, la recommandation faite aux chrétiens de ne pas être « du monde » ne revient-elle pas à entrer dans une démarche alternative et

⁵⁴ Les générations à venir constituant également notre prochain.

donc à rejeter ces credos de démesure et de puissance ? Sans pour autant réinterpréter les Saintes Ecritures pour les amener à justifier ce texte, force est de constater que la Bible regorge de situations « alternatives » au sens où nous les avons décrites précédemment. Pour ne prendre que quelques exemples :

Le livre de la Genèse rappelle que l'Homme a été créé à l'image de Dieu. Malgré la nature pécheresse de l'Homme, comment, dès lors, limiter sa caractérisation à son seul égoïsme? Les qualités d'Amour et de Justice inhérentes à la figure trinitaire de Dieu ne constituent-elles pas un appel à sortir - tout au moins à tenter, dans les limites de notre humanité, de le faire - de cette étiquette qui nous est accolée par la théorie néolibérale pour entrer dans une démarche plus altruiste et surtout plus complexe ?

Jésus représente la plus grande figure alternative qui ait existé. Par sa mort tout d'abord : payer - au prix d'atroces supplices - pour le péché d'autrui constitue l'une des plus grandes aberrations aux yeux de notre monde. Cela d'autant plus lorsque la victime crucifiée est exempte de tout péché. Mais également par sa vie : combien de fois Jésus n'a-t-il replacé, au cœur de ses messages, les pauvres, les petits, les orphelins ? A savoir précisément les personnes qui tendent à être placées en « marge » de notre société.

Jésus n'a-t-il pas également rappelé à ses disciples, lors de leur envoi - reprenant ainsi l'image du peuple d'Israël, dans le désert, qui ne pouvait ramasser de la manne que pour un seul jour et qui devait ainsi faire confiance à Dieu pour leur avenir - qu'ils ne devaient emporter qu'un seul manteau avec eux lors de leur ministère itinérant ? « Ne prenez ni or, ni argent, ni monnaie dans vos ceintures ; ni sac pour le voyage, ni deux tuniques, ni souliers, ni bâton ; car l'ouvrier mérite sa nourriture. Dans quelque ville ou village que vous entriez, informez-vous s'il s'y trouve quelque homme digne de vous recevoir, et demeurez chez lui jusqu'à ce que vous partiez. » (Matthieu 10. 9-11) Jésus sous-entend ici que tout le reste sera pourvu par les frères et sœurs qui les accueilleront. Confiance en les bienfaits de Dieu, activation du principe de solidarité humaine mais également simplicité de vie participent de cette recommandation de Jésus à ses disciples.

Alors que cette thématique des alternatives n'est en rien fermée ou résolue, je conclurai cet article par une série de questions. Paul rappelle dans la première épître aux Corinthiens (chapitre 6, v. 27-31) que « Dieu a choisi les choses folles du monde pour confondre les sages ; Dieu a choisi les choses faibles du monde pour confondre les fortes ; et Dieu a choisi les choses viles du monde et celles qu'on méprise pour réduire à néant celles qui sont afin que personne ne se glorifie devant Dieu ». Quelles sont aujourd'hui les choses folles et viles aux yeux de notre monde vers lesquelles les yeux de Dieu se tournent en priorité ? Qui sont les faibles, les méprisés? Lesquelles de ces brebis le Bon Berger porterait-il en priorité sur ses épaules pour les amener avec douceur et tendresse à la bergerie ?

Alternatives à la mondialisation néolibérale : quelques pistes

PAR VINCENT LECHAIRE

Quelle alternative à la mondialisation néo-libérale ? Cette question, souvent posée, mérite un détour. Le texte qui suit n'a pas la prétention d'y apporter une réponse mais d'explorer quelques alternatives possibles et cela à plusieurs niveaux : au niveau mondial, national mais aussi dans le monde du travail, dans le domaine de la citoyenneté et de la consommation. Enfin, l'auteur de l'article a élaboré un tableau afin de comparer les valeurs, les croyances et les principes néolibéraux à ceux défendus par les mouvements favorables à une autre mondialisation.

Valeurs

Des valeurs de base découlent une orientation générale, des directions spécifiques selon les différents domaines d'application. C'est pour cela qu'il n'y a pas une alternative à la mondialisation, mais des alternatives selon des valeurs généralement différentes du néolibéralisme. Il faut se fédérer derrière d'autres valeurs.

Valeurs, croyances et principes néolibéraux	Valeurs, croyances et principes altermondialistes
Responsabilité individuelle...	mais aussi collective
Liberté individuelle...	mais aussi solidarité
Individualisme	Individu et communauté
Maximum de profit, rentabilité	Profit et rentabilité d'une façon éthique, profit comme moyen et non comme but
Croissance	Commerce éthique et redistribution
Sécurité par la force...	mais aussi par un dialogue, des conditions de vie décentes et le respect des Droits de l'Homme pour tous
Efficacité	Efficacité d'une façon éthique
Coût minimal	Coût humain, social, culturel, écologique
Minimum de dépenses, économies	Des dépenses inévitables, des recettes possibles
Rôle minimal de l'Etat (sécurité)	Rôle public et redistributif de l'Etat

Marché autonome et rationnel	Règles au marché irrationnel
L'économie, un sujet d'experts...	mais aussi du citoyen
Lutte contre la pauvreté des pays en voie de développement	Réel 'développement' autonome des 'pays en voie de développement' avec un gouvernement de confiance sans mise sous tutelle ; échec de la lutte contre la pauvreté (paupérisation) de l'économie néolibérale
Privatisation	Service public à garantir, privatisation possible selon les domaines (pas de privatisation si domaine vital)
Libre circulation des biens et des capitaux	Protection de certaines économies, contrôle et taxation des capitaux ; aide aux PME
Avantages comparatifs (priorité aux pays producteurs les plus efficaces)	Prise en compte de la culture, du tissu social, du coût écologique et de l'indépendance
L'économie néolibérale amène la démocratie	L'économie néolibérale n'a pas de lien avec la démocratie (mais parfois avec les dictatures, cf. la Chine, l'Arabie Saoudite,...) et s'enrichit dans des pays qui violent les Droits de l'Homme (Russie, Israël,...)
Il n'y a pas d'autres modèles possibles	D'autres modèles sont possibles (diversification de la presse et autocritique face à l'endoctrinement)
Main invisible qui règle le marché (loi de l'offre et de la demande)	Règles face au marché (par ex. prix minimum pour les petits producteurs, pénalités en cas de délocalisation/fusion et harmonisation de la protection du travail et de l'écologie au niveau mondial)
Assistance minimale	Aide dans la dignité, autonomie visée
Don libre et naturel chez l'Homme	Partage à instaurer car pas inné chez l'Homme
Egalité des chances présumée... (quand on veut, on peut)	Inégalité des chances, chances à rééquilibrer
Loi du plus fort	Loi et protection en faveur du plus faible
Besoin de personne (force du poignet)	Interdépendance, parfois besoin d'aide
Chômage car paresse et/ou parfois faute aux étrangers	Chômage structurel car manque de travail (fusion, délocalisation des multinationales...) et saturation des marchés
Esprit d'initiative	Esprit d'initiative
Fonctionnaires incapables	Fonctionnaires de toutes sortes
Service public non efficace	Efficacité plus ou moins grande dans le public et le privé selon les services et améliorations toujours possibles
Pouvoir de l'économie via le politique	Pouvoir du politique sur l'économie

Commerce avec le monde entier	Boycott des pays qui violent les Droits de l'Homme (et pressions pol.) en prenant garde aux besoins élémentaires de la population
Parfois utilisation de la violence pour créer de nouveaux marchés (par ex. commerce du pétrole et des matières premières) et pour réprimer les 'non-adhérents' (par ex. manifestations)	Pacifisme et libre adhésion
Spéculations boursières souvent à court terme (sans se soucier des conséquences sur le terrain)	Investissements éthiques à moyen ou long terme rémunérés
Pensée à court terme	Pensée à court, moyen et long terme (générations futures)
Fatalisme face à cette mondialisation	Changements possibles
Très peu d'autocritique vis-à-vis des conséquences de ce type d'économie	Critique et autocritique
Foi dans le marché et dans l'argent	Foi en un idéal, une spiritualité et/ou en l'homme
Réalité (fondée sur une utopie)	Utopie puis réalité
L'homme au service de l'économie pour le bénéfice de quelques-uns	L'économie au service de l'homme pour le bénéfice du plus grand nombre
Ultra-capitalisme (ultra -compétitivité)	Capitalisme très réglementé et autres formes d'économie telles que le don, le troc, l'échange, la coopération...
Le profit à tout prix	Economie solidaire et respect des droits de l'Homme

Alternatives au niveau mondial

- ?? Trouver des moyens de mettre en pratique les valeurs alternatives dans tous les domaines. Etre imaginatif, créatif, en bref : faire preuve d'initiative...
- ?? Renforcement de l'ONU et du politique en général face aux intérêts uniquement économiques du Fond Monétaire International (FMI), de la Banque mondiale (BM), de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), des multinationales et des actionnaires. Réglementation éthique au niveau social, écologique, culturel...
- ?? Lignes de conduite générales et représentants élus par les peuples issus de régimes démocratiques dans les institutions internationales (ONU, FMI, BM, OMC...).
- ?? Pour une réforme radicale du FMI, de la BM et de l'OMC.
- ?? Pour une mondialisation des Droits de l'Homme (via des commissions d'observations dotées de forts pouvoirs) en utilisant l'économie, la médiation et une force d'intervention internationale comme moyen de pression plutôt que comme moyen de s'enrichir en fermant les yeux.
- ?? Fin de la politique d'austérité du FMI et de l'OMC qui réduit des peuples entiers à la misère. Réelle politique de développement dans les pays concernés, visant entre autre leur indépendance plutôt que leur mise sous tutelle et le pillage économique effectués par les pays industrialisés et les multinationales. Annulation ou conversion en projets de développement de la dette du 'Tiers-Monde'.
- ?? Pour des relais politiques de la pensée alternative sans 'noyauter' cette dernière au niveau mondial, continental et national.
- ?? Pour des règles au niveau mondial et national visant à décourager les délocalisations qui ont pour but de maximiser les profits en minimisant les dépenses (écologie, salaires, conditions de travail...)
- ?? Fin de la privatisation des biens et services vitaux (eau, santé, éducation, électricité, poste, certains transports, etc.). Prix accessibles à tous (surtout aux défavorisés).
- ?? Augmentation des ressources des Etats par la taxation des plus grosses fortunes et des revenus financiers plutôt que par la diminution des dépenses sur le dos de la population (santé, éducation, social, environnement...). Fin de la privatisation des secteurs rentables de l'Etat.
- ?? Investissement réel à long terme dans les petites et moyennes entreprises (PME) et dans la création d'emplois plutôt que dans les spéculations financières à court terme.
- ?? Pour des placements éthiques à long terme et l'arrêt des spéculations financières à court terme (actions en bourse).
- ?? Pour un système moins sécuritaire et plus démocratique (liberté de manifester)
- ?? Pour une décriminalisation des opposants à la mondialisation néolibérale et une justice face au 'terrorisme financier' (surveillance des transactions financières 'douteuses')
- ?? Pour des banques pour les pauvres (prêts pour investissement à taux faible), à l'instar de la banque Granmeen

- ?? Partage du travail (si possible), droit à un revenu minimal pour tous avec en contrepartie une activité (d'intérêt public par exemple) qui respecte la dignité humaine.
- ?? Pour le développement de nouveaux secteurs utiles à la collectivité (protection de l'environnement, énergies renouvelables, programmes de prévention, amélioration de la qualité de vie sociale dans les pays industrialisés, investissements éthiques dans les pays en voie de développement...) visant à relancer l'emploi plutôt que l'investissement dans des énergies polluantes, un secteur financier qui maximise le profit des plus riches sans se soucier des conséquences sur le terrain (hausse du chômage, pollution, exploitation...), l'armement, la création de nouveaux besoins inutiles...
- ?? Réflexion sur une séparation des pouvoirs (politiques et économiques).
- ?? Pour des médias plus critiques et moins soumis à l'endoctrinement de la pensée néolibérale.

Alternatives au niveau national

- ?? Trouver des moyens de mettre en pratique les valeurs alternatives dans nos différents domaines (engagements, travail...), là où nous sommes actifs.
- ?? Relais des idées mondiales sur le plan national et pressions populaires.
- ?? Demande au ministre de l'économie de représenter les intérêts de la société civile et des défavorisés au FMI et à l'OMC plutôt que de défendre les intérêts des multinationales.
- ?? Dénoncer les alliances économiques de la Suisse avec certains pays, l'accueil de certains dictateurs et la gestion de leur argent dans nos comptes...
- ?? Dénoncer le secret bancaire.
- ?? Dénoncer la baisse des budgets au niveau du social, de l'encouragement aux énergies renouvelables et de l'aide au développement.
- ?? Taxer davantage les grosses entreprises, qui bénéficient d'un des taux les plus bas d'Europe.
- ?? Ne pas nous replier sur nous-mêmes. Etre critique face aux discours de beaucoup de politiciens qui mettent l'accent uniquement sur la croissance, la réduction des dépenses, la sécurité et les idées xénophobes. La cause du chômage est ailleurs, et ceux qui rejettent la faute sur les étrangers tout en occupant des postes importants sont souvent les premiers bénéficiaires de notre économie néolibérale.
- ?? Refuser le repli identitaire (souvent nationaliste, voire extrémiste), mais adopter des valeurs qui peuvent aller à contre-courant dans notre société.
- ?? Militer pour une école affichant d'autres valeurs que la compétition et la sélection en prônant l'exigence, la coopération et l'orientation.
- ?? S'opposer aux propriétés privées quand elles monopolisent un espace naturel en empêchant tout passage public.
- ?? S'opposer à ceux qui pensent que les matières premières sont leur propriété personnelle, alors que le monde appartient à tous les Hommes.
- ?? Etc.

Ce que je peux faire en tant que citoyen

- ?? M'informer par le biais de médias critiques (ex : le Courrier, le Monde Diplomatique...) et de personnes engagées et informer moi-même.
- ?? M'engager dans le mouvement altermondialiste (par ex. ChristNet, Attac...) d'une manière pacifiste mais ferme.
- ?? Aller voter (en étant très critique par rapport aux arguments du conseil fédéral...).
- ?? Manifester.
- ?? Faire des dons réguliers à différentes institutions dans les domaines sociaux, écologiques, humanitaires, de développement, médiatiques, altermondialistes, politiques...
- ?? M'engager dans la politique.
- ?? M'engager dans les médias alternatifs.
- ?? Etc.

Ce que je peux faire dans le monde du travail

- ?? Lutter dans mon travail pour les valeurs alternatives.
- ?? Me faire respecter en ayant des conventions collectives de travail (oser lutter avec un syndicat, en allant jusqu'à la grève s'il le faut...)
- ?? Si je suis patron, faire attention aux conditions de travail.
- ?? Etc.

Ce que je peux faire en tant que consommateur

- ?? Les consommateurs ont un grand pouvoir sur le plan de la consommation et nous sommes tous des consommateurs.
- ?? M'informer sur ce que nous consommons au niveau éthique (social et écologique) et informer mon entourage. Consommer éthique (ex : Max Havelaar, Clean Clothes, les produits qui ne viennent pas de trop loin et, partant, sont moins polluants, bio...). Il est clair qu'il est impossible de tout éviter (la plupart des produits sont issus des multinationales) mais nous pouvons faire le 'moins pire'.
- ?? Dresser des produits à privilégier et de ceux qui sont à boycotter le plus possible (comme par ex. ceux en provenance de pays qui ne respectent pas les Droits de l'Homme comme la Chine, la Russie...)

- ?? Faire pression sur certaines entreprises (lobbies de consommateurs) afin que celles-ci deviennent plus éthiques.
- ?? Gérer ma maison en favorisant les énergies renouvelables.
- ?? Placer mon argent dans des fonds éthiques (ex : Banque Alternative, Oikocrédit), refuser la spéculation boursière (aussi pour le troisième pilier).
- ?? Faire attention à la surconsommation (biens, énergie, ressources naturelles comme l'eau)
- ?? Essayer d'éviter de laisser des appareils électriques branchés car ils consomment même sans être utilisés...
- ?? Echanger des services.
- ?? Faire du co-voiturage ou s'inscrire à Mobility, boycotter certaines stations services.
- ?? Etre un casseur de publicité (avec des slogans critiques) de façon à détériorer le moins possible le matériel.
- ?? Vivre simplement en ayant le moins possible de superflu. Avoir du temps plutôt que de l'argent, ce qui permet une autre qualité de vie et un plus grand engagement dans la société.
- ?? Etc.

Micah Network - A Call from Querétaro

PAR MARKUS MEURY

Le Réseau Michée est une association mondiale d'environ 200 oeuvres d'entraide d'églises libres. Lors de leur congrès de l'année 2003, il a lancé l'appel présenté ci-après. Dans cet appel, il constate que la forme que prend actuellement la mondialisation économique a des conséquences dévastatrices pour une grande partie des pauvres. Le Réseau Michée appelle surtout les pays riches à ne pas utiliser le pouvoir entre leurs mains pour leurs propres intérêts, mais de s'engager pour des règles de commerce plus justes, pour une autodétermination des pays pauvres et pour la lutte effective contre la pauvreté extrême.

Justice, love and humility

What does the Lord require of you? To do justice, to love mercy and to walk humbly with your God.

Micah 6:8

We, the Micah Network, representatives of the worldwide Christian Church and stakeholders in the promotion of justice and wholeness in God's world, are gravely concerned about the present regime of economic globalization. In particular we lament the fact that the benefits of globalization have failed to reach the poor. The loss and degradation of life that results from this is a great moral issue and not just an economic challenge.

We view with alarm and distress the imbalances in today's global order, causing the uneven spread of wealth and growth among countries and within societies, particularly in developing economies where masses of people are being excluded by this process.

We recognize that links to the global market have in some cases opened societies and increased wages, due to the presence of socially responsible transnational corporations. There are many more cases, however, where this has exacted great social costs like environmental degradation and the sacrifice of workers' rights. We reject the assumption that the integration of local economies into the global system is the only path that leads to growth and democratization. This is undue enthusiasm over the capacity of market forces to induce social wellness.

The truer picture is that instead of 'lifting all boats', the poor countries are now much poorer, and a transnational aristocracy has emerged. Societies are more vulnerable to unrest and the instabilities of polarization caused by inequalities in the global playing field where there are a few winners and many losers. There is a widening gap between those who are able to access technological innovation and those who are historically disadvantaged and cannot adapt quickly enough to the new realities.

We deplore the double standards applied in global trade, where weaker countries are forced to open and deregulate their economies while those who are strong continue to maintain tariff barriers and perpetuate unfair advantages by subsidies and the use of political muscle. In light of the failed Cancun World Trade Organization meetings, we are concerned that future negotiations address more seriously these inequities.

We urge financial institutions like the IMF to reverse unhelpful prescriptions for structural adjustments, and the World Bank to ensure that lending policies do not deepen poverty in debtor countries. Likewise, we demand that money proven to be stolen from national coffers and stashed away in Swiss and other banks be returned to the world's poor to whom it rightly belongs.

Global media has spread the culture of consumerism and expanded the dominance of those with the power to market their goods and images beyond their borders. We challenge the media to use its great potential and power to strengthen civil society, support true democracy and foster understanding and genuine dialogue across cultures.

Corruption and bad governance has trapped many into hopelessness and misery. We appeal to governments, rich and poor, to put their house in order. The plight of the poor can only be improved within an environment of transparency and accountability. Economies can only thrive within a context of stable policies and secure social contracts.

Pressure from wealthy countries to pursue policies that lead to deeper poverty must be resisted. Likewise, the attempts to bully or bribe nations to support the « war on terrorism » should cease.

We stand against the global arms trade that lies behind and sustains much of the conflict that we see today. We call to account those who foster, enlarge and prolong wars in the name of profit, religion or national security.

We remind the world's leaders, particularly those of powerful countries, that without justice there is no peace. Security cannot be won with weapons. Poverty is a breeding ground for violence. Justice demands that the poor of the world enjoy genuine freedom and economic security.

For our part we commit ourselves as organizations to do all in our power to address poverty and its causes through our own programmes. We will work with governments and international organizations to seek political and practical solutions. We are committed to mobilise other churches and Christian organisations to play their part in this challenge to combat global poverty.

History shows that the best socioeconomic and political solutions are found through cooperation and dialogue, based on moral principles and on practical experience. The application of these measures and principles will be necessary if we are to achieve the Millenium Development Goals and reduce long-standing inequalities.

This is what the Lord says « Let not the wise man boast of his wisdom or the strong man boast of his strength or the rich man boast of his riches, but let him who boasts boast about this: that he understands and knows me, that I am the Lord, who exercises kindness, justice and righteousness on Earth, for in these I delight », declares the Lord. (Jeremiah 9: 23-4)

Bibliographie

Ouvrages

AUBENAS F., BENASAYAG M., Résister, c'est créer, Paris, La Découverte, 2002

AUDREY, G et al., Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses, Lausanne, Payot, 1986

CHEVALLIER, J-J., Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours, Paris, Armand Colin, 1970

COMELIAU Ch. (sous la dir.), «Brouillon pour l'avenir. Contribution au débat sur les alternatives», Nouveaux Cahiers de l'IUED, n°14, Paris, PUF, Genève, IUED, 2003

GEORGESCU-ROEGEN N., Demain la décroissance, Paris, Lausanne, Edition Pierre-Marcel Favre, 1979

KRIESI, H., Les démocraties occidentales, une approche comparée, Paris, Economica, 1994

KRIESI, H., Le système politique suisse, Paris, Economica, 1998

KRIESI, H, Cours de politique comparée à l'université de Genève

KYMLICKA, W., Les théories de la justice, Paris, La découverte, 1999

LANE, J-E, The New Institutional Politics, London and New York, Routledge, 2000

LATOUCHE S., Décoloniser l'imaginaire: la Pensée créative contre l'économie de l'absurde, Paris, Parangon, 2003

MACH A., Globalisation, néolibéralisme et politiques publiques suisses dans les années 1990, Zurich, Seismo, 1999

MUDRY Y., Adieu l'économie, Genève, Labor et Fides, 2003

NDIONE E. S., Le don et le recours, Dakar, Enda Graf Sahel, 1992

ORWELL G., 1984, Gallimard, Paris, 1950 (trad. française)

PETRELLA R., Wasser für alle, 2000, Zurich, Rotpunktverlag, 2000

PETRELLA R., Le manifeste de l'Eau, Bruxelles, Labor, 1998

PETRELLA Ricardo, Le bien commun, éloge de la solidarité, Bruxelles, Labor, 1996.

PREBISCH R., The Economic Development of Latin America and its Principal Problems, New York, United Nations, 1950

RAHNEMA M., Quand la misère chasse la pauvreté, Paris, Fayard; Acte Sud, 2003

ROBERTSON, D., Dictionary of politics, Hammondswoth, Middlesex, England, Penguin books ltd, 1985

ROSTOW W. W, Les étapes de la croissance économique, Paris, Seuil, 1963

SCHWARTZENBERG R., Sociologie politique, Paris, Montchrestien, 1988

STIGLITZ J. E., La grande désillusion, Paris, Livre de poche, 2003

STIGLITZ J. E., Die Schatten der Globalisierung; Berlin, Siedler Verlag, 2002

Articles de journaux & rapports

Alternatives économiques, 20 ans de mondialisation, le bilan, septembre 00, No 184, PP: 36-47; 72-75; 78-83; 86; 93.

Le Courrier, Un gouvernement mondial dans l'ombre, février 98.

Le Courrier, Réinventer la solidarité, repenser le monde, 25 novembre 00, P.12.

Gauchebo, L'Europe rose en échec, 8 décembre 00, No 49, P.5.

Manière de voir, Un autre monde est possible, sept.-oct. 1998, n°41

Le Temps stratégique, La mondialisation et après ?, juillet-août 2000, n°94

BOURDIEU Pierre, « L'essence du néolibéralisme », Le Monde Diplomatique, mars 98

RAMONET I. (sous la dir.), «La ruée vers l'eau», Le Monde diplomatique, Manière de voir, n° 65, septembre-octobre 2002

SIB, FTMH, FCTA, Work, 6 décembre 2002, Zürich

SECO, «Globalisierung auf dem Prüfstand», Die Volkswirtschaft, n° 1/2002: Berne, 2002

VALERIO Ruth: «Globalisation», Tear Fund Angleterre, Londres, 2004

VALERIO Ruth: «Globalisierung», Tear Fund Suisse, Zürich, Genève, 2004

Sites internet

Mondialisation

Swisscoalition/coalition suisse des œuvres d'entraide : www.swisscoalition.ch

Erklärung von Bern/Déclaration de Berne : www.evb.ch

Micah Challenge/Le défi Michée: www.micahchallenge.org

Micah Network/Réseau Michée: www.micahnetwork.org

Weltbank /Banque Mondiale: www.worldbank.org

IWF /FMI : www.imf.org

Welthandelsorganisation/ World Trade Organization/ Organisation Mondiale du Commerce : www.wto.org

Attac : www.attac.org

AMP : www.agp.org

Jubilé 2000 : www.jubilee2000.org

Eau

Public Services International Research Unit : www.psiru.org

Bank Information Center USA :

www.bicusa.org/ptoc/pdf/psiru_water.pdf

United Nations Conference on Trade and Development/ Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement: www.unctad.org

Swisscoalition/coalition suisse des œuvres d'entraide:

www.swisscoalition.ch

© Copyfree ! 2005. ChristNet. www.ChristNet.ch.

Les textes de cette brochure peuvent être copiés librement et distribués gratuitement, à condition que ceux-ci soient cités dans leur intégralité et qu'ils portent l'indication suivante : « © Copyfree ! 2005. ChristNet. www.ChristNet.ch »

Des copies supplémentaires peuvent être commandées à l'adresse suivante :
info@christnetonline.ch ou ChristNet, 30, rue du Jura, 1201 Genève.
022 733 50 83.

Prix indicatif de cette publication : 7 francs suisses/exemplaire

